

Étude des crédits 2017-2018

Renseignements particuliers

Opposition officielle

Retraite Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Table des matières

#	QUESTIONS
1.	Nombre de demandes de retraite traitées pour chacune des cinq dernières années, en indiquant : a. le nombre et le pourcentage d'agents qui traitent ces dossiers; b. le nombre d'heures supplémentaires payées à ces agents; c. le délai de traitement.
2.	Nombre de jugements de divorce et de séparation, en fonction du partage ou de la renonciation, traités pour chacune des cinq dernières années. Indiquer : a. le nombre et le pourcentage d'employés qui traitent ces dossiers; b. le nombre d'heures supplémentaires payées à ces employés. c. le délai de traitement.
3.	Nombre et pourcentage de personnes entre 18 et 25 ans et entre 26 et 35 ans qui n'ont aucun gain admissible non ajusté pour chacune des cinq dernières années.
4.	Évolution depuis cinq ans du nombre de bénéficiaires de la rente d'invalidité, par catégorie d'âge.
5.	Évolution depuis cinq ans du nombre de bénéficiaires de la rente d'invalidité touchés par la pénalité imposée à l'atteinte de l'âge de 65 ans.
6.	Nombre et liste de tous les régimes administrés par Retraite Québec.
7.	Nombre de participants actifs et retraités pour chacun des régimes administrés par Retraite Québec et évolution pour les cinq dernières années.
8.	Taux de capitalisation en pourcentage pour chacun des régimes administrés par Retraite Québec et évolution pour les cinq dernières années.
9.	Nombre de régimes de retraite en voie de terminaison ou de fusion avec un autre régime administrés par Retraite Québec.
10.	Liste des régimes de retraite en voie de terminaison ou de fusion avec un autre régime administrés par Retraite Québec incluant : a. le nombre de participants actifs et retraités pour chacun des régimes ainsi que l'évolution pour les cinq dernières années; b. le taux de capitalisation en pourcentage pour chacun des régimes ainsi que l'évolution pour les cinq dernières années.
11.	Nombre de régimes de retraite dont l'administration des rentes a été confiée à Retraite Québec depuis la faillite de l'employeur.
12.	Liste des régimes de retraite dont l'administration des rentes a été confiée à Retraite Québec depuis la faillite de l'employeur incluant : a. le nombre de participants actifs et retraités pour chacun des régimes ainsi que l'évolution pour les cinq dernières années; b. le taux de capitalisation en pourcentage pour chacun des régimes ainsi que l'évolution pour les cinq dernières années.
13.	Nombre et types de régimes de retraite administrés par Retraite Québec entre 2011-2012 et 2016-2017. Pour chaque type, indiquer lesquels sont : a. à prestations déterminées; b. à cotisations déterminées; c. interentreprise.
14.	Parmi les régimes complémentaires de retraite, combien sont en déficit à l'heure actuelle et évolution de ces données entre 2011-2012 et 2016-2017. Fournir les prévisions 2017-2018.
15.	La somme de l'ensemble de ces déficits, par année, par régime de retraite.
16.	Parmi les régimes complémentaires de retraite, combien ont des surplus à l'heure actuelle et évolution de ces données entre 2011-2012 et 2016-2017. Fournir les prévisions pour 2017-2018.
17.	La somme de l'ensemble de ces surplus, par année, par régime.

#	QUESTIONS
18.	Parmi les régimes complémentaires de retraite <u>du secteur municipal</u> , combien sont en déficit à l'heure actuelle et évolution de ces données entre 2011-2012 et 2016-2017. Fournir les prévisions pour 2017-2018.
19.	La somme de l'ensemble de ces déficits, par année, par régime de retraite.
20.	Parmi les régimes complémentaires de retraite <u>du secteur municipal</u> , combien ont des surplus à l'heure actuelle et évolution de ces données entre 2011-2012 et 2016-2017. Fournir les prévisions pour 2017-2018.
21.	La somme de l'ensemble de ces surplus, par année, par régime.
22.	Parmi les régimes complémentaires de retraite <u>du secteur universitaire</u> , combien sont en déficit à l'heure actuelle et évolution de ces données entre 2011-2012 et 2016-2017. Fournir les prévisions pour 2017-2018.
23.	La somme de l'ensemble de ces déficits, par année, par régime de retraite.
24.	Parmi les régimes complémentaires de retraite <u>du secteur universitaire</u> , combien ont des surplus à l'heure actuelle et évolution de ces données entre 2011-2012 et 2016-2017. Fournir les prévisions pour 2017-2018.
25.	La somme de l'ensemble de ces surplus, par année, par régime.
26.	Parmi les régimes complémentaires de retraite <u>du secteur privé</u> , combien sont en déficit à l'heure actuelle et évolution de ces données entre 2011-2012 et 2016-2017. Fournir les prévisions pour 2017-2018.
27.	La somme de l'ensemble de ces déficits, par année, par régime de retraite.
28.	Parmi les régimes complémentaires de retraite <u>du secteur privé</u> , combien ont des surplus à l'heure actuelle et évolution de ces données entre 2011-2012 et 2016-2017. Fournir les prévisions pour 2017-2018.
29.	La somme de l'ensemble de ces surplus, par année, par régime de retraite.
30.	Bilan des actions entreprises par Retraite Québec (anciennement la Régie des rentes du Québec) depuis l'adoption de la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i> .
31.	Publications, documents et avis produits par Retraite Québec en relation avec l'adoption de la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i> .
32.	Coût reliés à la mise en vigueur de la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i> .
33.	Heures supplémentaires reliées à la mise en vigueur de la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i> .
34.	Depuis décembre 2014, par année, le nombre de dossiers et de demandes liés à la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i> .
35.	Dans le cadre de la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i> , le nombre de régimes s'étant prévalu d'un report de négociations prévu à l'article 26.
36.	Dans le cadre de la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i> , le nombre de modifications au régime transmises à Retraite Québec (anciennement la Régie des rentes du Québec).
37.	Dans le cadre de la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i> , le nombre de demandes d'arbitrage.
38.	Dans le cadre de la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i> , le nombre de régimes en défaut de production du rapport visé au deuxième alinéa de l'article 4, à l'article 16 ou à l'article 26.
39.	Dans le cadre de la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i> , copie de l'ensemble des directives techniques émises par Retraite Québec.
40.	Dans le cadre de la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i> , et selon les dernières évaluations actuarielles transmises à Retraite Québec, le montant des déficits imputables aux retraités et celui imputable aux participants actifs. Fournir une ventilation par municipalité et par régime.

#	QUESTIONS
41.	Dans le cadre de la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i> , le nombre de régimes ayant fait une demande afin que les déficits soient répartis entre les catégories définies dans ce régime de la manière déjà convenue entre les participants actifs et l'organisme.
42.	Copie des travaux, études, analyses et recherches réalisés depuis le 7 avril 2014 en lien avec des modifications possibles aux régimes de retraite administrés par Retraite Québec (anciennement la Régie des rentes du Québec), notamment en ce qui concerne le partage des coûts et l'augmentation de l'âge de départ à la retraite
43.	Bilan des actions entreprises par Retraite Québec (anciennement la Régie des rentes du Québec) depuis l'adoption de la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i> .
44.	Publications, documents et avis produits par Retraite Québec (anciennement la Régie des rentes du Québec) en relation avec l'adoption de la <i>Loi modifiant la Loi sur les complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (PL 57)</i> .
45.	Coûts reliés à la mise en vigueur de la <i>Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (PL 57)</i> .
46.	Nombre de dossiers et de demandes liés à la <i>Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (PL 57)</i> .
47.	Dans le cadre de la <i>Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (PL 57)</i> , le nombre de modifications au régime transmises à Retraite Québec.
48.	Dans le cadre de la <i>Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (PL 57)</i> , le nombre de demandes d'arbitrage.
49.	Dans le cadre de la <i>Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (PL 57)</i> , le nombre de régimes en défaut de production du rapport actuariel.
50.	Dans le cadre de la <i>Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (PL 57)</i> , copie de l'ensemble des directives techniques émises par Retraite Québec.
51.	Dans le cadre de la <i>Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (PL 57)</i> , et selon les dernières évaluations actuarielles transmises à Retraite Québec, le montant des déficits imputables aux retraités et celui imputable aux participants actifs. Fournir une ventilation par régime.
52.	Bilan des actions entreprises par Retraite Québec depuis le dépôt de la <i>Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives</i> .
53.	Publications, documents et avis produits par Retraite Québec en relation avec le dépôt de la <i>Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives</i> .
54.	Coût reliés et heures supplémentaires effectuées pour la préparation de la <i>Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives</i> .
55.	Nombre d'erreurs de traitement de dossiers depuis les 5 dernières années : a. le nombre et le pourcentage d'agents qui traitent ces dossiers; b. le délai; c. le nombre de remboursements demandés associés à ces erreurs; d. le montant moyen du remboursement demandé; e. le montant total lié aux demandes de remboursement; f. le nombre d'années, en moyenne, entre les erreurs et les demandes de remboursement.
56.	Ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor en 2015-2016 et 2016-2017. Fournir les prévisions pour l'année 2017-2018.
57.	Liste des bureaux régionaux et l'effectif rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis 5 ans et fournir les prévisions pour 2017-2018.
58.	Depuis 5 ans, par année financière, indiquer le nombre d'employés, par catégorie d'emploi, par région.

#	QUESTIONS
59.	Copie des travaux, études, analyses et recherches réalisés depuis 5 ans par ou pour Retraite Québec (anciennement la Régie des rentes du Québec) concernant les régimes de prestations cibles.
60.	Copie des travaux, études, analyses et recherches réalisés depuis 5 ans par ou pour Retraite Québec concernant ses activités de surveillance des régimes complémentaires de retraite.
61.	Indiquer les sommes dépensées depuis 5 ans, par année financière, par Retraite Québec (anciennement la Régie des rentes du Québec) pour l'informatique et les technologies de l'information. Précisez s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels et le projet lié (interne, externe ou du CSPQ).
62.	État de situation concernant le dépôt du règlement d'application de <i>la Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et d'autres dispositions législatives en vue d'atténuer les effets de la crise financière à l'égard de régimes visés par cette loi</i> .
63.	Pour les demandes de retraite par Internet et le programme SimulRetraite, indiquer, par mois, le nombre de codes d'accès personnel (CAP) demandés, le nombre de CAP accordés et le délai moyen pour leur obtention.
64.	Pour le service clicSÉCUR, indiquer, par mois, le nombre de demandes d'authentification.
65.	Bilan des actions réalisées relativement à la consultation publique sur le Régime de rentes du Québec et à la préparation d'un projet de loi. Échéancier, nombre et date de rencontres, personnes consultées, documents et études produits, etc.
66.	Sommes dépensées relativement à l'obligation de consultation publique sur le Régime de rentes du Québec.
67.	Ventilation complète des renseignements fournis par la Caisse de dépôt et de placement du Québec concernant le Régime de rentes du Québec, incluant les rendements, les proportions investies dans chaque catégorie d'actif financier et les changements à la politique de placement pour 2016 et 2017, depuis sa création.
68.	Nombre de demandes traitées pour chacune des cinq dernières années concernant le crédit remboursable pour le Soutien aux enfants. Indiquer : a. le nombre et le pourcentage d'agents qui traitent ces dossiers; b. le nombre d'heures supplémentaires payées à ces agents; c. le délai.
69.	Rendement du fonds du Régime de rentes du Québec depuis les dix dernières années.
70.	Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec la fusion de la CARRA avec la Régie des rentes.
71.	Coûts associés à la fusion de la CARRA et de la Régie des rentes.
72.	Impact de la mise en place de Retraite Québec sur le niveau d'effectifs ministériels, exprimé en ETC, en nombre d'employés, ventilé par type d'emploi.
73.	Préciser l'impact de la mise en place de Retraite Québec sur le nombre de postes créés, abolis et transférés, départs à la retraite, fins de postes, mises en disponibilité, nominations.
74.	Nombre et montant des primes de départ versées en lien avec la mise en place de Retraite Québec.
75.	Ventilation du budget de fonctionnement de Retraite Québec.
76.	Ventilation des dépenses allouées à la rémunération par Retraite Québec.
77.	Ventilation des économies réalisées depuis la mise en place de Retraite Québec.
78.	Ventilation, par année et par catégorie de dépenses, des frais d'administration concernant les dépenses de fonctionnement de Retraite Québec, de la Régie des rentes et de la CARRA depuis 3 ans.
79.	Liste de tous les comités interministériels dont fait partie Retraite Québec. Pour chaque comité présidé par Retraite Québec, préciser le mandat, le nom des membres, le budget et les résultats.
80.	Liste des employés et des membres des conseils d'administration relevant de Retraite Québec, en indiquant leur poste et leur rémunération.
81.	Liste des personnes, et copie de leur <i>curriculum vitae</i> , qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : a. le nom; b. le titre; c. la date de début et de fin de leur mandat; d. la rémunération; e. les frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

#	QUESTIONS
82.	Coûts associés à la mise en place de Retraite Québec, notamment : a. la formation; b. la publicité; c. le changement de nom, de logo, de papeterie, de signalétique; d. l'embauche de personnes-ressources pour accompagner les organismes dans la gestion du changement; e. les baux résiliés et locaux vacants; f. achat de matériel; g. tout autre coût de transition.
83.	Concernant le bureau de la présidence : a. nombre de rencontres, repas ou réunions et les frais afférents; b. liste des personnes rencontrées en précisant le but de la rencontre; c. frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; d. liste des participations à des colloques, à des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents.
84.	Depuis dix ans, présenter l'évolution annuelle du nombre de plaintes concernant les régimes de retraite du secteur public (anciennement administrés par la CARRA), et spécifier leur cause principale.
85.	Nombre de demandes de retraite traitées pour chacune des trois dernières années, par mois, en indiquant : a. le nombre et le pourcentage d'agents qui traitent ces dossiers; b. le nombre d'heures supplémentaires payées à ces agents et le montant total alloué au paiement de ces heures supplémentaires; c. le délai.
86.	Nombre de demandes de retraite reçues pour chacune des trois dernières années, par mois, par catégories d'emplois et par ministère.
87.	Nombre de demandes de retraite reçues pour chacune des trois dernières années, par mois, par catégories d'emplois et par réseau.
88.	Nombre de demandes de retraite reçues pour chacune des trois dernières années, par mois, par régime.
89.	Liste de tous les régimes publics administrés par Retraite Québec (anciennement par la CARRA). Inclure : a. le nombre de participants actifs et retraités pour chacun des régimes; présenter l'évolution pour les cinq dernières années; b. l'actif constitué, les obligations actuarielles, le surplus ou déficit, et le taux de capitalisation en pourcentage pour chacun des régimes; présenter l'évolution pour les cinq dernières années. Distinguer la capitalisation de la partie financée par les employés de celle l'étant par l'employeur.
90.	Parmi les régimes de retraite publics administrés par Retraite Québec (anciennement par la CARRA), combien sont en déficit à l'heure actuelle? Montrer l'évolution de ces données depuis cinq ans, et fournir les prévisions pour 2017-2018.
91.	La somme de l'ensemble de ces déficits, par année, par régime de retraite.
92.	Parmi les régimes de retraite publics administrés par Retraite Québec (anciennement par la CARRA), combien sont en surplus à l'heure actuelle? Montrer l'évolution de ces données depuis cinq ans, et fournir les prévisions pour 2017-2018.
93.	La somme de l'ensemble de ces surplus, par année, par régime de retraite.
94.	Copie des travaux, études, analyses et recherches réalisés en lien avec des modifications possibles aux régimes de retraite publics, notamment sur le plan du partage des coûts et de l'augmentation de l'âge de départ à la retraite. Coûts de ces travaux, études et analyses.
95.	Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec la publication d'un plan stratégique. Fournir la liste et les dates des rencontres tenues. Coûts pour ces travaux, études et analyses.
96.	Échéancier pour la présentation d'un plan stratégique.
97.	Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec les problèmes de double rémunération pour l'ensemble de la fonction publique.
98.	Nombre de cas répertoriés liés au phénomène de la double rémunération. Ventiler par ministère ou organisme.
99.	Nombre de saisies et de réductions de rente effectuées par Retraite Québec (anciennement par la CARRA) depuis dix ans.

#	QUESTIONS
100.	<p>Nombre d'erreurs de traitement de dossiers depuis dix ans. Indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> c. le nombre et le pourcentage d'agents qui traitent ces dossiers; d. le délai; e. le nombre de remboursements demandés associés à ces erreurs; f. le montant moyen du remboursement demandé; g. le montant total lié aux demandes de remboursement; h. nombre d'années, en moyenne, entre les erreurs et les demandes de remboursement.
101.	<p>Liste des projets informatiques depuis dix ans :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. présenter l'évolution des coûts pour chacun des dossiers; b. indiquer le nombre de consultants externes et les coûts associés; c. indiquer la somme dépensée depuis 10 ans, par année financière (et fournir les prévisions pour 2017-2018), pour l'informatique et les technologies de l'information; d. préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
102.	<p>Depuis dix ans, par année financière, le nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la nature ou l'objet du contrat; b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autre); c. copie du contrat; d. copie du résultat; e. le coût du contrat.
103.	<p>En ce qui concerne la détection des erreurs administratives à Retraite Québec, l'organisme reconnaît la date du 3 novembre 2015, date de dépôt du projet de loi 73, comme étant valide pour appliquer le règlement relativement à la détection des erreurs « identifiées ou reçues ». R-10, r. 2 – (<i>Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics</i>) :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. indiquer le nombre de cas <u>identifiés</u> par Retraite Québec depuis le 3 novembre 2015 où l'erreur administrative est ultérieure au 3 novembre 2015, et le montant demandé relativement à ces erreurs; b. indiquer le nombre de dossiers traités, en attente, en appel, etc.; c. indiquer le nombre de cas <u>identifiés</u> par Retraite Québec depuis le 3 novembre 2015 où l'erreur administrative est antérieure au 3 novembre 2015 et le montant demandé relativement à ces erreurs; d. indiquer le nombre de dossiers traités, en attente, en appel, etc.; e. indiquer le nombre de cas <u>reçus</u> par Retraite Québec depuis le 3 novembre 2015 où l'erreur administrative est ultérieure au 3 novembre 2015 et le montant demandé relativement à ces erreurs; f. indiquer le nombre de dossiers traités, en attente, en appel, etc.; g. indiquer le nombre de cas <u>reçus</u> par Retraite Québec depuis le 3 novembre 2015 où l'erreur administrative est antérieure au 3 novembre 2015 et le montant demandé relativement à ces erreurs; h. indiquer le nombre de dossiers traités, en attente, en appel, etc.

TITRE 1 : **Nombre de demandes de retraite traitées pour chacune des cinq dernières années, en indiquant :**
a. le nombre et pourcentage d'agents qui traitent ces dossiers;
b. le nombre d'heures supplémentaires payées à ces agents;
c. le délai de traitement.

Régime de rentes du Québec

		2016
	Nombre de demandes de rente de retraite traitées	115 425
	Pourcentage des demandes de rente de retraite qui sont automatisées (ne nécessitant pas l'intervention d'un agent)	50,5 %
A	Nombre total d'agents qui ont traité la rente de retraite	53
A	Pourcentage d'agents qui ont traité la rente de retraite sur l'ensemble des agents de rentes (inclus la rente d'invalidité, de survie et le suivi des rentes)	41 %
B	Heures supplémentaires payées aux agents qui ont traité la rente de retraite (et montant)	10 heures (343 \$)
C	Délai de traitement moyen	11,2 jours
	Nombre total de préposés qui ont traité la rente de retraite par téléphone et la rente de retraite en entrevue	76 préposés

Régimes de retraite du secteur public

		2016
	Nombre de rentes de retraite traitées	25 244
A	Nombre d'agents qui traitent ces dossiers	48
B	Heures supplémentaires payées aux agents qui ont traité la rente de retraite (et montant)	894 heures (22 542 \$)
C	Délai (jours)	67 jours

TITRE 2 : Nombre de jugements de divorce et de séparation, en fonction du partage ou de la renonciation, traités pour chacune des cinq dernières années.
Indiquer :
 a. le nombre et pourcentage d'employés qui traitent ces dossiers;
 b. le nombre d'heures supplémentaires payées à ces employés;
 c. le délai de traitement.

Régime de rentes du Québec (RRQ)

	2015 (Note 1)
Nombre de dossiers traités de partage des gains entre ex-conjoints mariés ou unis civilement	11 322 dossiers
Nombre de partages	4 627
Nombre de renonciations	6 215
Nombre de demandes refusées	480
Nombre de dossiers traités de partage des gains entre ex-conjoints de fait	137 dossiers
Nombre de partages effectués	41
Nombre de demandes refusées	96
Délais de traitement moyens (Note 2)	
Partages	16 jours
Renonciations (Note 3)	97 jours
Note 1 : La dernière année financière disponible au RRQ, pour les dossiers traités de partages, est l'année 2015 (janvier à décembre). Note 2 : Les délais de traitement moyens ne concernent que les demandes reçues directement à Retraite Québec, ce qui exclut les jugements en provenance du Régime de pensions du Canada (le temps de transfert des jugements est hors du contrôle de Retraite Québec et peut, par exemple, prendre jusqu'à 200 jours). Les délais sont calculés à partir des demandes terminées en date du 2 mars 2017. Note 3 : On donne une priorité de traitement aux partages, car il a un effet sur le registre des gains des clients et sur leurs prestations. Par le fait même, le délai de traitement des renonciations est plus long.	

	2015
a. Nombre d'agents qui ont traité les jugements de divorce et de séparation	18 agents
Préparation des dossiers	6 agents de bureau
Analyse des jugements	12 agents de rentes
a. Pourcentage d'agents qui ont traité les jugements de divorce et de séparation sur l'ensemble des agents qui ont travaillé à la tenue du registre du cotisant	86 %
b. Total des heures supplémentaires payées aux agents qui ont traité les jugements de divorce et de séparation	90 heures

En 2015, un nombre important de départs d'agents ont nécessité des efforts supplémentaires pour réduire le nombre de dossiers en inventaire.

TITRE 2 : Nombre de jugements de divorce et de séparation, en fonction du partage ou de la renonciation, traités pour chacune des cinq dernières années.
Indiquer :
a. le nombre et pourcentage d'employés qui traitent ces dossiers;
b. le nombre d'heures supplémentaires payées à ces employés;
c. le délai de traitement.

Régimes de retraite du secteur public (RRSP)

	2016
Nombre total de demandes de relevé des droits traitées - RRSP	1 550 dossiers
• Nombre de relevés des droits produits	1 361
• Nombre de demandes de relevé des droits refusées	189
Nombre total de demandes d'acquittement traitées - RRSP	309 dossiers
• Nombre d'acquittements effectués	279
• Nombre de demandes d'acquittement refusées	30
Délais de traitement moyens (Note 1)	
Relevé des droits :	50,54 jours
Acquittement :	38,54 jours
Note 1 : Délai légal. Selon les dispositions des régimes (règlements), le relevé des droits doit être produit dans un délai de 90 jours et l'acquittement des sommes dans un délai de 120 jours.	

	2016*
Nombre de techniciens qui ont traité les demandes de relevé des droits et d'acquittement (Note 1)	6 techniciens
Note 1 : Les techniciens traitent les demandes de relevé des droits et d'acquittement en effectuant le processus en totalité, de l'analyse des divers documents reçus et des jugements jusqu'à l'émission des extraits aux clients en produisant tous les calculs requis.	

TITRE 3 : Nombre et pourcentage de personnes entre 18 et 25 ans et entre 26 et 35 ans qui n'ont aucun gain admissible non ajusté pour chacune des cinq dernières années

***Compte tenu des informations disponibles dans les systèmes de Retraite Québec, nous répondons à cette question en fonction des personnes qui ont des gains cotisables entre 18 et 34 ans.**

La participation des 18-24 ans est plus faible que celle des 25-34 ans, principalement en raison qu'une partie plus importante de cette population est aux études. Toutefois, plusieurs combinent études et travail.

Nombre de travailleurs ayant des gains cotisables¹ au RRQ, en 2015

Groupe d'âge	2015
18-19 ans	115 700
20-24 ans	394 600
25-29 ans	409 700
30-34 ans	429 100
18-34 ans	1 349 100

Note : L'année 2016 ne figure pas dans le tableau, car les données sont incomplètes (en attente des données provenant de Revenu Québec à la suite de la production des déclarations fiscales).

Ratio du nombre de cotisants du RRQ par rapport à la population du Québec, en 2015

Groupe d'âge	2015
18-19 ans	64 %
20-24 ans	74 %
25-29 ans	77 %
30-34 ans	77 %
18-34 ans	75 %

Note : L'année 2016 ne figure pas dans le tableau, car les données sont incomplètes (en attente des données provenant de Revenu Québec à la suite de la production des déclarations fiscales).

¹. Personnes ayant des revenus supérieurs à 3 500 \$ au Québec.

TITRE 4 : Évolution depuis cinq ans du nombre de bénéficiaires de la rente d'invalidité, par catégorie d'âge.

	2016
Moins de 35 ans	1 229
35 à 39 ans	1 791
40 à 44 ans	2 581
45 à 49 ans	4 715
50 à 54 ans	9 402
55 à 59 ans	16 851
60 à 64 ans	27 316
Total	63 885

TITRE 5 : Évolution depuis cinq ans du nombre de bénéficiaires de la rente d'invalidité touchés par la pénalité imposée à l'atteinte de l'âge de 65 ans

Année du 65 ^e anniversaire	Nombre de bénéficiaires
2016	5 700

Il s'agit de personnes qui ont été déclarés invalides au sens du RRQ après le 31 décembre 1998. Lorsqu'elles atteignent 65 ans, leur rente d'invalidité est convertie en rente de retraite à laquelle s'applique un facteur d'ajustement tenant compte des mois de réception d'une rente d'invalidité entre 60 et 65 ans.

TITRES 6, 7, 8 : Liste de tous les régimes administrés par Retraite Québec
Nombre de participants actifs et retraités pour chacun des régimes, et évolution pour les cinq dernières années;
Taux de capitalisation en pourcentage pour chacun des régimes et évolution pour les cinq dernières années.

La liste de tous les régimes surveillés par Retraite Québec, le nombre de participants actifs et retraités pour chacun des régimes, et l'évolution pour les cinq dernières années, sont des renseignements visés par les restrictions de l'article 23 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, c'est-à-dire qu'il s'agit de renseignements fournis par des tiers et habituellement traités par ces tiers de façon confidentielle. **En conséquence, Retraite Québec ne peut les communiquer.**

TITRE 9 : Nombre de régimes de retraite en voie de terminaison ou de fusion avec un autre régime administré par Retraite Québec

État de situation

Dans les régimes surveillés par Retraite Québec au 31 décembre 2016, il y a 82 régimes en voie de terminaison ou de fusion.

De ce nombre, il y a 17 régimes en voie de fusion :

- 13 régimes sont en fusion avec un régime sous la législation du Québec;
- 3 régimes sont en fusion avec un régime sous la législation de l'Ontario;
- 1 régime est en fusion avec un régime sous la législation de l'Alberta.

Voici le détail des régimes en voie de fusion ou de terminaison:

	Nombre de régimes visés	Nombre de participants visés*
Régime en voie de fusion		
Prestations déterminées	14	4 797
Cotisation déterminée	3	612
Régime en voie de terminaison		
Prestations déterminées	32	12 944
Cotisation déterminée	33	3 308
Total	82	21 661

* Participants actifs, non actifs et bénéficiaires

TITRE 10 : Liste des régimes de retraite en voie de terminaison ou de fusion avec un autre régime administrés par Retraite Québec incluant :

- a. le nombre de participants actifs et retraités pour chacun des régimes ainsi que l'évolution pour les cinq dernières années;**
- b. le taux de capitalisation en pourcentage pour chacun des régimes ainsi que l'évolution pour les cinq dernières années.**

La liste de tous les régimes surveillés par Retraite Québec, le nombre de participants actifs et retraités pour chacun des régimes, et l'évolution pour les cinq dernières années, sont des renseignements visés par les restrictions de l'article 23 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, c'est-à-dire qu'il s'agit de renseignements fournis par des tiers et habituellement traités par ces tiers de façon confidentielle. **En conséquence, Retraite Québec ne peut les communiquer dans l'état actuel des choses.**

TITRES 11-12 :

- 11. Nombre de régimes de retraite dont l'administration des rentes a été confiée à la Régie depuis la faillite de l'employeur.**
- 12. Liste des régimes de retraite dont l'administration des rentes a été confiée à Retraite Québec depuis la faillite de l'employeur incluant :**
 - a. le nombre de participants actifs et retraités pour chacun des régimes ainsi que l'évolution pour les cinq dernières années;**
 - b. le taux de capitalisation en pourcentage pour chacun des régimes ainsi que l'évolution pour les cinq dernières années.**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

TITRE 13 : Nombre et types de régimes de retraite administrés par Retraite Québec entre 2011-2012 et 2016-2017. Pour chaque type indiquer lesquels sont : a) à prestations déterminées, b) à cotisations déterminées, c) interentreprises

Description :

Les statistiques de cette fiche concernent les régimes de retraite sous la surveillance de Retraite Québec en 2017. À noter que Retraite Québec ne fait pas l'administration de ces régimes; elle les surveille. Ce tableau regroupe les régimes actifs, en voie d'enregistrement, de transfert dans une autre législation, de terminaison, d'annulation et de fusion à un autre régime de retraite.

Régimes de retraite sous la surveillance de Retraite Québec

Année civile	Ensemble des régimes	Régimes à prestations déterminées ¹	Régimes à cotisation déterminée ¹	Régimes interentreprises ²	Régimes de retraite simplifiés	Régimes volontaires d'épargne-retraite
2017	1 031	567	199	245	11	9

- (1) : Excluant les régimes interentreprises.
- (2) : Régimes ayant plus d'un employeur partie au régime. Inclus les 8 régimes interentreprises à cotisation et prestations déterminées (ICPD), également appelés régimes interentreprises à cotisations négociées, visés par la *Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite relativement au financement et à la restructuration de certains régimes de retraite interentreprises* adoptée le 2 avril 2015.

TITRES 14 à 17 : Évolution de la situation financière des régimes complémentaires de retraite entre 2011-2012 et 2016-2017, les prévisions pour 2017-2018, le nombre de régimes qui sont en déficit ou en surplus et les sommes impliquées.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

TITRES 18 à 21 : Évolution de la situation financière des régimes complémentaires de retraite pour le secteur municipal entre 2011-2012 et 2016-2017, les prévisions 2017-2018, le nombre de régimes qui sont en déficit ou en surplus et les sommes impliquées.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

TITRES 22 à 25 : Évolution de la situation financière des régimes complémentaires de retraite pour le secteur universitaire, entre 2011-2012 et 2016-2017, les prévisions 2017-2018, le nombre de régimes qui sont en déficit ou en surplus et les sommes impliquées.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

TITRES 26 à 29 : Évolution de la situation financière des régimes complémentaires de retraite du secteur privé entre 2011-2012 et 2016-2017, les prévisions pour 2017-2018, le nombre de régimes qui sont en déficit ou en surplus et les sommes impliquées.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

TITRE 30 : Bilan des actions entreprises par Retraite Québec depuis l'adoption de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

TITRE 31 : Publications, documents et avis produits par Retraite Québec en relation avec l'adoption de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

TITRE 32 : Coûts reliés à la mise en vigueur de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal.

Aucun coût externe engendré. Tous les travaux ont été réalisés à l'interne.

TITRE 33 : Heures supplémentaires reliées à la mise en vigueur de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Les travaux ont été réalisés à l'interne.

TITRE 34 : Depuis décembre 2014, le nombre de dossiers et de demandes liés à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal est entrée en vigueur le 5 décembre 2014. 158 régimes de retraite sont visés par cette Loi.

Retraite Québec a reçu de nombreuses demandes liées à cette loi. Elle a répondu à plusieurs demandes téléphoniques d'actuaire et de représentants de régimes de retraite. La durée de ces appels est plus importante que pour les autres types d'appel, étant donné la complexité du sujet.

Pour communiquer rapidement avec les firmes d'actuaire au sujet de la préparation de l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 avant restructuration, Retraite Québec a sollicité un seul représentant par firmes d'actuaire concernées. Une rencontre a été organisée pour identifier les questions problématiques.

Une adresse courriel a été créée pour regrouper les nombreuses questions relatives à cette loi. Des courriels (16) de type « questions-réponses » ont été envoyés aux représentants désignés pour diffusion à l'ensemble des actuaire concernés dans leurs firmes.

Depuis, Retraite Québec intègre l'information de ces « questions-réponses » sur une page Web concernant les régimes de retraite du secteur municipal. Étant donné que cette page est bonifiée régulièrement, un fil RRS a été créé. En s'y abonnant, un client est informé des modifications faites à cette page.

Titre 35 : Dans le cadre de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, le nombre de régimes s'étant prévalu d'un report de négociations prévu à l'article 26.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Titre 36 : Dans le cadre de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, le nombre de modifications au régime transmises à Retraite Québec.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

TITRE 37 : Dans le cadre de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, le nombre de demandes d'arbitrage.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Titre 38 : Dans le cadre de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, le nombre de régimes en défaut de production du rapport visé au deuxième alinéa de l'article 4, à l'article 16 ou à l'article 26.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

TITRE 39 : Dans le cadre de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, copie de l'ensemble des directives techniques émises par Retraite Québec

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

TITRE 40 : Dans le cadre de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (Loi 15), et selon les dernières évaluations actuarielles transmises à Retraite Québec, le montant des déficits imputables aux retraités et celui imputable aux participants actifs. Fournir une ventilation par municipalité et par régime.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

TITRE 41 : Dans le cadre de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, le nombre de régimes ayant fait une demande afin que les déficits soient répartis entre les catégories définies dans ce régime de la manière déjà convenue entre les participants actifs et l'organisme.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

TITRE 42 : Copie des travaux, études, analyses et recherches réalisés depuis le 7 avril 2014 en lien avec des modifications possibles aux régimes de retraite administrés par Retraite Québec notamment en ce qui concerne le partage des coûts et l'augmentation de l'âge de départ à la retraite.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

TITRE 43 : Bilan des actions entreprises par Retraite Québec depuis l'adoption de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal.

Contexte

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (la Loi) est entrée en vigueur le 5 décembre 2014.

Elle prévoit la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal afin d'en assainir la santé financière et d'en assurer la pérennité.

Certaines dispositions de la Loi sont sous la responsabilité du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) comme la négociation, la conciliation et l'arbitrage. Les autres dispositions de cette Loi sont sous la responsabilité de Retraite Québec. Retraite Québec échange régulièrement de l'information avec le Secrétariat du travail pour suivre l'avancement des négociations dans les régimes visés par la Loi.

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi, Retraite Québec a travaillé sur plusieurs aspects :

- répondre aux demandes d'information de la clientèle cible, soit les actuaire, les administrateurs de régimes (comités de retraite) et les organismes municipaux dans les meilleurs délais et dans le respect de leurs besoins;
- clarifier l'application de divers aspects de la Loi;
- émettre des directives notamment, concernant le taux d'intérêt maximal applicable aux évaluations actuarielles, la composition des groupes aux fins de la répartition des déficits dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 avant restructuration, etc.;
- mettre en ligne une page Web *Régimes de retraite du secteur municipal (RRSM)* pour informer les actuaire et les administrateurs visés sur les sujets d'intérêt général;
- faire le suivi des documents, rapports et avis requis en vertu de la Loi;
- adapter la surveillance des régimes visés par la Loi;
- s'assurer de la conformité des rapports sur l'évaluation actuarielle :
 - avant restructuration au 31 décembre 2013;
 - avant restructuration au 31 décembre 2014 pour les régimes qui reportent les négociations;
 - avant restructuration au 31 décembre 2015 pour les organismes municipaux qui suspendent l'indexation des retraités au 1^{er} janvier 2017;
 - après restructuration pour les régimes dont les négociations sont terminées.

TITRE 44 : Publications, documents et avis produits par Retraite Québec en relation avec l'adoption de la Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (PL 57)

À la suite de l'adoption le 26 novembre 2015 de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées (2015, chapitre 29), laquelle est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016, Retraite Québec a publié ou mis en ligne les documents suivants pour la clientèle cible :

1) Directives

Elles sont contenues sur le site Web de Retraite Québec et couvrent les sujets suivants :

- a) Régimes visés
- b) Prestation additionnelle et acquittements partiels
- c) Renseignements sur les modifications à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite au 1^{er} janvier 2016 : ils sont contenus dans la publication *La Lettre* n° 31.
- d) Évaluations actuarielles postérieures au 30 décembre 2015
- e) Enregistrement de modifications à un régime de retraite
- f) Renseignements sur le Règlement modifiant le Règlement sur les régimes complémentaires de retraite

2) Publications

Elles sont disponibles sur le site Web de Retraite Québec :

- a) *La Lettre* n° 31 : Modifications à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2016
- b) Formulaire - Demande d'enregistrement d'une modification à un régime de retraite
- c) Règlement modifiant le Règlement sur les régimes complémentaires de retraite

TITRE 45 : Coûts reliés à la mise en vigueur de la Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (PL 57)

Les travaux ont été presque exclusivement réalisés à l'interne.

TITRE 46 : Depuis le 26 novembre 2015, le nombre de dossiers et de demandes liés à la Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes à prestations déterminées (PL 57).

La Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes à prestations déterminées est entrée en vigueur le 26 novembre 2015.

Retraite Québec reçoit de nombreuses demandes liées à cette loi. Elle répond à plusieurs demandes téléphoniques d'actuares et de représentants de régimes de retraite.

Un document d'information « *La lettre n° 31* » a été publié à la mi-avril 2016 afin de répondre aux nombreuses demandes des représentants des firmes d'actuares du Québec et de l'extérieur de la province.

TITRE 47 : Dans le cadre de la Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (PL 57), le nombre de modifications au régime transmises à Retraite Québec.

La Loi modifiant La Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement au financement des régimes de retraite à prestations déterminées a été sanctionnée le 26 novembre 2015.

Depuis, Retraite Québec a reçu 121 demandes d'enregistrement pour cette Loi.

TITRE 48 : Dans le cadre de la Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (PL 57), le nombre de demandes d'arbitrage.

Aucun régime n'a fait une demande d'arbitrage.

La Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées ne prévoit aucun processus de négociation, contrairement à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal.

Titre 49 : Dans le cadre de la Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (PL57), le nombre de régimes en défaut de production du rapport actuariel.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

TITRE 50 : Dans le cadre de la Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (PL 57), copie de l'ensemble des directives techniques émises par Retraite Québec

À la suite de l'adoption le 26 novembre 2015 de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées (2015, chapitre 29), laquelle est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016, Retraite Québec a publié ou mis en ligne les documents suivants pour la clientèle cible :

1) Directives

Elles sont contenues sur le site Web de Retraite Québec et couvrent les sujets suivants :

- a) Régimes visés
- b) Prestation additionnelle et acquittements partiels
- c) Renseignements sur les modifications à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite au 1^{er} janvier 2016 : ils sont contenus dans la publication *La Lettre* n° 31.
- d) Évaluations actuarielles postérieures au 30 décembre 2015
- e) Enregistrement de modifications à un régime de retraite
- f) Renseignements sur le Règlement modifiant le Règlement sur les régimes complémentaires de retraite

2) Publications

Elles sont disponibles sur le site Web de Retraite Québec :

- a) *La Lettre* n° 31 : Modifications à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2016
- b) Formulaire - Demande d'enregistrement d'une modification à un régime de retraite
- c) Règlement modifiant le Règlement sur les régimes complémentaires de retraite

TITRE 51 : Dans le cadre de la Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées (PL 57), et selon les dernières évaluations actuarielles transmises à Retraite Québec, le montant des déficits imputables aux retraités et celui imputable aux participants. Fournir une ventilation par régime.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

TITRE 52 : Bilan des actions entreprises par Retraite Québec depuis le dépôt de la Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives

La Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives est entrée en vigueur le 8 juin 2016.

Retraite Québec a offert un soutien et de l'information téléphonique aux intervenants des neuf régimes de retraite visés. Sur ces neuf régimes, cinq sont tenus d'appliquer les mesures particulières de restructuration prévues à la Loi.

Les employeurs et les participants de ces régimes de retraite doivent avoir entrepris les négociations en vue de modifier leur régime au plus tard le 30 juin 2016. Ces négociations devraient amener les parties à conclure une entente, selon les délais prescrits, au plus tard le 31 mars 2017. À défaut d'entente, un processus d'arbitrage de 6 mois s'enclenchera.

Retraite Québec demeure donc dans l'attente des premiers dossiers complets traitant la restructuration pour les cinq régimes de retraite concernés.

TITRE 53 : Publications, documents et avis produits par Retraite Québec en relation avec le dépôt de la Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives

À la suite de l'adoption le 8 juin 2016 de la Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives (2016, chapitre 13) (Loi RRUS), laquelle est entrée en vigueur le 8 juin 2016, Retraite Québec a publié ou mis en ligne les documents suivants pour la clientèle cible :

1) Directives

Elles sont contenues sur le site Web de Retraite Québec et couvrent les sujets suivants :

- a) Régimes visés
- b) Évaluation actuarielle au 31 décembre 2015
- c) Enregistrement de modifications à un régime de retraite

2) Publications

Elles sont disponibles sur le site Web de Retraite Québec :

- a) Formulaire - Demande d'enregistrement d'une modification à un régime de retraite soustrait à l'application de règles de financement
- b) Annexe – Modification établie dans le cadre du processus de restructuration des régimes de retraite visés par la Loi RRSU

TITRE 54 : Coûts reliés et heures supplémentaires effectuées pour la préparation de la Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives

Aucun coût externe engendré. Les travaux ont été réalisés à l'interne.

TITRE 55 : Nombre d'erreurs de traitement de dossiers depuis les 5 dernières années :

- a. nombre et pourcentage d'agents qui traitent ces dossiers;
- b. délai;
- c. nombre de remboursements demandés associés à ces erreurs;
- d. montant moyen du remboursement demandé;
- e. montant total lié aux demandes de remboursement;
- f. nombre d'années, en moyenne, entre les erreurs et les demandes de remboursement

Régime de rentes du Québec (RRQ)

		2016
	Nombre total de demandes d'attribution traitées ⁽¹⁾	201 900
	Nombre de dossiers vérifiés ⁽²⁾	1 503
C	Nombre de dossiers en erreur ⁽³⁾	11
	Taux de conformité des traitements ⁽⁴⁾	
	Attribution de la rente de retraite	100 %
	Attribution des prestations de survivants	99,24 %
	Attribution des rentes d'invalidité	98,04 %
A	Nombre d'agents concernés par les dossiers en erreur	9
A	Pourcentage d'agents concernés par les dossiers en erreur	7 %
B	Délai de traitement moyen ⁽⁵⁾	1 à 2 mois
D-E	Montant à rembourser au client	
	<i>Montant moyen à rembourser au client</i>	
	Erreurs non récurrentes ⁽⁶⁾	1 867 \$
	Erreurs récurrentes ⁽⁷⁾	160 \$
	<i>Montant total à rembourser au client</i>	
	Erreurs non récurrentes	13 072 \$
	Erreurs récurrentes	160 \$
	Montant à réclamer au client	
	<i>Montant moyen à réclamer au client</i>	
	Erreurs non récurrentes	1 141 \$
	Erreurs récurrentes	339 \$
	<i>Montant total à réclamer au client</i>	
	Erreurs non récurrentes	1 141 \$
	Erreurs récurrentes	1 017 \$
F	Nombre d'années, en moyenne, entre les erreurs et les demandes de remboursement	Voir B

(1) Comprend les demandes d'attribution de prestations pour la retraite, la survie et l'invalidité. Période de référence : du 1^{er} septembre au 31 août.

(2) Il s'agit d'un échantillon de dossiers statistiquement représentatif.

(3) Toutes les erreurs financières détectées sont soit remboursées au client s'il s'agit d'un sous-paiement, soit lui sont réclamées s'il s'agit d'un surpaiement.

TITRE 55 : Nombre d'erreurs de traitement de dossiers depuis les 5 dernières années :

- a. nombre et pourcentage d'agents qui traitent ces dossiers;**
- b. délai;**
- c. nombre de remboursements demandés associés à ces erreurs;**
- d. montant moyen du remboursement demandé;**
- e. montant total lié aux demandes de remboursement;**
- f. nombre d'années, en moyenne, entre les erreurs et les demandes de remboursement**

- (4) L'indicateur mesurant le taux de conformité a été révisé en 2012 afin d'y inclure les traitements entièrement automatisés.
- (5) Les délais de corrections sont habituellement de 1 à 2 mois après détection de l'erreur. Le remboursement auprès du client s'effectue dans ce délai. En ce qui concerne les montants à réclamer, Retraite Québec se compense à même les montants versés au client. Dépendamment du montant à percevoir, Retraite Québec étale la compensation sur plusieurs mois ou sur plusieurs années.
- (6) Une erreur est dite non récurrente si elle correspond à un certain nombre de mois payés en trop ou en moins.
- (7) Une erreur est dite récurrente si elle engage un montant à payer tous les mois durant l'admissibilité du client.

- TITRE 55 : Nombre d'erreurs de traitement de dossiers depuis les 5 dernières années :**
- a. nombre et pourcentage d'agents qui traitent ces dossiers;
 - b. délai;
 - c. nombre de remboursements demandés associés à ces erreurs;
 - d. montant moyen du remboursement demandé;
 - e. montant total lié aux demandes de remboursement;
 - f. nombre d'années, en moyenne, entre les erreurs et les demandes de remboursement

Régimes de retraite du secteur public (RRSP)

		2016
	Nombre total de demandes de rente de retraite et de prestation de survivants ⁽¹⁾	28 081
	Nombre de dossiers vérifiés ⁽²⁾	3 984
C	Nombre de dossiers en erreur	27
	Taux de conformité des traitements	
	Rentes avec lien d'emploi	99,28 %
	Rentes sans lien d'emploi	99,15 %
	Prestations de survivants	99,72 %
A	Nombre d'agents concernés par les dossiers en erreur	15
B	Délai de traitement moyen ⁽³⁾	4 mois
D-E	Montant à rembourser au client	
	Montant moyen à rembourser au client	430 \$
	Montant total à rembourser au client	5 594 \$
	Montant à réclamer au client	
	Montant moyen à réclamer au client	293 \$
	Montant total à réclamer au client	3 815 \$
F	Nombre d'années, en moyenne, entre les erreurs et les demandes de remboursement	Voir B

(1) Comprend les demandes de rente de retraite avec et sans lien d'emploi, les demandes de prestation de survivants et d'orphelins.

(2) Il s'agit d'un échantillon de dossiers statistiquement représentatifs.

(3) Depuis juillet 2014, les corrections sont traitées dès leur signalement. Avant cette date, le moment de la révision légale de la rente pour effectuer les corrections était attendu.

TITRE 56 : Ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor en 2016-2017 et prévisions 2017-2018.

Retraite Québec n'est pas assujettie à l'ensemble des mesures de réduction des dépenses puisqu'elle est un organisme extrabudgétaire exerçant des opérations de nature fiduciaire. Par contre, Retraite Québec s'assure de respecter les orientations gouvernementales relatives au contrôle des dépenses.

TITRE 57 : Liste des bureaux régionaux et l'effectif rattaché par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux; depuis cinq ans et les prévisions pour 2017-2018.

Année financière 2016

LIEU DE TRAVAIL	Haute direction et cadre	Professionnel	Fonctionnaire	Ouvrier	TOTAL
Abitibi-Témiscamingue	0	0	6	0	6
Bas-St-Laurent	0	0	7	0	7
Centre du Québec	0	0	5	0	5
Estrie	0	0	7	0	7
Mauricie	1	0	31	0	32
Montréal	4	4	127	0	135
Outaouais	0	0	6	0	6
Québec	93	823	991	6	1 913
Saguenay/Lac-St-Jean	0	0	4	0	4
Total des postes ¹	98	827	1 184	6	2 115
ETC					2 033,4

1. Le total des postes indiqué par année financière reflète le nombre d'employés en lien d'emploi. Il n'indique pas la consommation en ETC.

TITRE 58 : Depuis cinq ans, par année financière, indiquer le nombre d'employés par catégorie d'emploi et par région.

Année financière 2016

LIEU DE TRAVAIL	Haute direction et cadre	Professionnel	Fonctionnaire	Ouvrier	TOTAL
Abitibi-Témiscamingue	0	0	6	0	6
Bas-St-Laurent	0	0	7	0	7
Centre du Québec	0	0	5	0	5
Estrie	0	0	7	0	7
Mauricie	1	0	31	0	32
Montréal	4	4	127	0	135
Outaouais	0	0	6	0	6
Québec	93	823	991	6	1 913
Saguenay/Lac-St-Jean	0	0	4	0	4
Total des postes ¹	98	827	1 184	6	2 115
ETC					2 033,4

1. Le total des postes indiqué par année financière reflète le nombre d'employés en lien d'emploi. Il n'indique pas la consommation en ETC.

TITRE 59 : Copie des travaux, études, analyses et recherches réalisés depuis cinq ans par ou pour Retraite Québec concernant les régimes de retraite à prestations cibles

Il n'y a pas eu de travaux, études, analyses et recherches réalisés depuis 2012-2013, par ou pour Retraite Québec, concernant les régimes de retraite à prestations cibles.

TITRE 60 : Copie des travaux, études, analyses et recherches réalisés depuis cinq ans par ou pour Retraite Québec concernant ses activités de surveillance des régimes complémentaires de retraite

MISSION DE SURVEILLANCE

Le mandat de Retraite Québec est de s'assurer que l'administration et le fonctionnement des régimes de retraite sont conformes à la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* et à la *Loi sur les régimes volontaires d'épargne-retraite* pour ce type de régime.

Retraite Québec s'est dotée d'une politique de surveillance qui est axée sur l'identification des régimes de retraite à risques et la prévention, et qui couvre toutes les exigences de la loi.

En dehors des activités de surveillance courantes, il n'y a pas eu d'autres travaux, études, analyses et recherches réalisés depuis 2012-2013, par ou pour Retraite Québec, concernant ses activités de surveillance des régimes complémentaires de retraite.

TITRE 61 : Sommes dépensées à Retraite Québec pour l'informatique et les technologies de l'information depuis cinq ans en achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels et le projet lié (interne, externe ou du CSPQ)

Voir le document en annexe.

Titre 61 : Sommes dépensées en 2016 par Retraite Québec pour l'informatique et les technologies de l'information

	Achat de logiciels et de matériel (\$)	Ressources internes (\$)	Services professionnels		Autres dépenses (\$)	Total (\$)
			Services externes (\$)	CSPQ (\$)		
Activités courantes	8 322 485	35 316 981	22 096 830	8 276 388	675 078	74 687 762
Projets	197 665	3 649 290	7 654 912	0	19 774	11 521 640
Total 2016	8 520 150	38 966 271	29 751 742	8 276 388	694 852	86 209 402

Ventilation des sommes dépensées en 2016 par projets

2016	Achat de logiciels et de matériel (\$)	Ressources internes (\$)	Services professionnels		Autres dépenses (\$)	Total (\$)
			Services externes (\$)	CSPQ (\$)		
Projet 310 - Migration technologique applicative	1 110	1 157 042	3 852 801		0	5 010 953
Projet 319 - Modernisation des infrastructures PFI	168 375	236 927	701 280		16 195	1 122 777
Projet 320 - Finalisation du déploiement du Workflow		5 098	89 840		0	94 938
Projet 323 - Transformation des avis RRQ et SAE	28 179	916 685	1 079 691		0	2 024 554
Projet 324 - Évolution du Workflow (cohabitation)		322 939	361 029		0	683 968
Projet 325 - Gestion du cycle de vie des documents		24 785	41 774		0	66 559
Projet 326 - Modernisation des échanges de validations administratives avec le DÉC		128 581	161 182			289 763
Projet 327 - Révision du processus du coût de revient des services en TI		4 784	10 741		0	15 525
Projet 331 - Optimisation des processus de soutien et de communication administration provisoire et rentes de retraités		148 974	96 738		0	245 713
Projet 335 - Optimiser le processus de la vérification de la facture RPC		209 963	437 647		0	647 610
Projet 336 - Modernisation des équipements électromécaniques		7 734	152 581		2 729	163 044
Projet 337 - Modernisation des composantes de communications administratives RRQ, SAE et RDC - volet Ez-letter		21 748	109 022		0	130 770
Projet 338 - Modernisation des composantes de communications administratives RRQ, SAE et RDC - volet Relevés d'impôt		22 298	79 770		0	102 068
Projet 401 -Migration des postes de travail (Windows et Office)		57 481	76 658		550	134 689
Projet 402 - Certification des systèmes applicatifs à la suite des rehaussements technologiques (CeSART)		94 088	191 141		300	285 529
Projet 403 - Intégration du processus RRPE		193 724	113 033			306 757
Projet 404 - Faciliter l'automatisation d'estimation		18 624	63 608			82 232
Projet 500 - Optimiser le processus de la gestion des talents		15 920	803			16 723
Projet 501 - Optimisation de la saisie et de la numérisation des documents RRSP			3 930			3 930
Projet 502 - Optimisation et intégration des annuaires Active Directory		19 400	10 802			30 202
Projet 503 - Unification de l'environnement de travail numérique		41 888	20 165			62 054
Projet 504 - Architecture d'entreprise à Retraite Québec		374	676			1 050
Projet 505 - Consolidation de la gestion de l'identité et des accès		232	0			232
TOTAL	197 665	3 649 290	7 654 912	0	19 774	11 521 640

TITRE 62 : État de situation concernant le dépôt du règlement d'application de la Loi modifiant les régimes complémentaires de retraite et autres dispositions législatives en vue d'atténuer les effets de la crise financière à l'égard de régimes visés par cette loi.

Les mesures d'allègement ont pris fin au 30 décembre 2015.

TITRE 63 : Pour les demandes de retraite par Internet et le programme SimulRetraite, indiquer, par mois, le nombre de codes d'accès personnel (CAP) demandés, le nombre de CAP accordés et le délai moyen pour leur obtention.

L'accès aux services en ligne « Demande de rente de retraite (RRQ) et « SimulRetraite » exige clicSÉCUR. Services Québec est responsable de ce service d'authentification, qui permet de créer un compte pour accéder en toute sécurité aux services en ligne participants des ministères et organismes du gouvernement du Québec.

Nous ne détenons pas d'information sur le nombre de comptes clicSÉCUR accordés ni sur le délai moyen pour leur obtention.

TITRE 64 : Pour le service clicSÉCUR, indiquez, par mois, le nombre de demandes d'authentification.

L'internaute de Retraite Québec qui souhaite accéder à des services en ligne personnalisés et sécurisés doit utiliser le service d'authentification gouvernementale clicSÉCUR. Ce service est utilisé par plusieurs ministères et organismes et permet d'avoir accès à un éventail de services Web offerts par ces organisations gouvernementales.

ClicSÉCUR a été mis en place par le Service québécois d'authentification gouvernementale (SQAG) en décembre 2005. Il est maintenant sous la responsabilité de Services Québec.

Sommaire des volumes

	Sessions envoyées à clicSÉCUR	Sessions revenant à Retraite Québec ⁽¹⁾	Délai moyen de retour (secondes)
Janvier 2016	114 479	72 172	N.D.
Février 2016	107 504	64 460	N.D.
Mars 2016	116 397	74 741	N.D.
Avril 2016	106 035	69 179	N.D.
Mai 2016	97 168	65 323	N.D.
Juin 2016	99 664	67 436	N.D.
Juillet 2016	90 046	59 531	N.D.
Août 2016	89 195	56 559	N.D.
Septembre 2016	89 128	56 914	N.D.
Octobre 2016	91 245	56 749	N.D.
Novembre 2016	86 358	54 789	N.D.
Décembre 2016	89 506	61 350	N.D.
Total	1 176 725	759 203	N.D.

¹ Les sessions revenant à Retraite Québec correspondent aux sessions débutées par les clients sur le site de Retraite Québec, qui se sont ensuite identifiés via ClicSécur et qui reviennent poursuivre leur session sur le site de Retraite Québec.

TITRE 65 : Bilan des actions posées relativement à la consultation publique sur le Régime de rentes du Québec. Échéancier, nombre et dates de rencontres, personnes consultées, documents et études produits, etc.

- La Loi sur le régime de rentes du Québec prévoit, depuis 1998, la tenue d'une consultation publique sur le Régime de rentes du Québec (RRQ) au moins une fois tous les six ans (Loi sur le RRQ, art. 218.1).
- La consultation a été tenue du 17 au 20 janvier 2017, par la Commission des finances publiques, à la suite du dépôt à l'Assemblée nationale le 8 décembre 2016 des documents suivants :
 - Le document de consultation intitulé *Consolider le Régime pour renforcer l'équité intergénérationnelle* et;
 - Un document de soutien intitulé *Constats sur la retraite au Québec*.
- L'*Évaluation actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2015* a également été déposée le 8 décembre 2016. Ses résultats constituent un élément incontournable dans le cadre de la consultation sur le RRQ. L'évaluation actuarielle doit être produite au moins une fois tous les trois ans (Loi sur le RRQ, art. 216).
- Lors de cette consultation particulière, **19** organismes ont été entendus lors des auditions publiques. Ceux-ci comprenaient des spécialistes de la retraite, des représentants des milieux financier, patronal, syndical et funéraire ainsi que des associations de personnes âgées, de femmes, de jeunes et de personnes ayant des incapacités. Tous ces organismes ont déposé un mémoire à la Commission des finances publiques, sauf l'Association québécoise des retraité(e)s des secteurs public et parapublic.
- La Commission a également reçu **28** autres mémoires de personnes et d'organismes qui n'ont pas été entendus lors des auditions publiques. Parmi ceux-ci, deux sont en fait des regroupements de mémoires identiques produits par des particuliers, de sorte qu'un total de **112** organismes et personnes se sont exprimés, par leur participation aux auditions ou par le dépôt d'un mémoire.
- Le rapport de la Commission sur ces auditions a été déposé à l'Assemblée nationale le 7 février 2017.

TITRE 66 : Sommes dépensées relativement à la consultation publique sur le Régime de rentes du Québec

Un montant de 735 \$ en frais d'impression a été engagé à l'externe pour les documents de la consultation. Par ailleurs, tous les autres travaux nécessaires à la consultation publique ont été réalisés à l'interne.

TITRE 67 : Ventilation complète des renseignements fournis par la Caisse de dépôt et placement du Québec concernant le RRQ, incluant les rendements, les proportions investies dans chaque catégorie d'actif financier et les changements à la politique de placement pour 2016 et 2017, depuis sa création.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

TITRE 68 : Nombre de demandes traitées pour chacune des cinq dernières années concernant le crédit d'impôt remboursable pour le Soutien aux enfants. Indiquer :

- A. Le nombre et pourcentage d'agents qui traitent ces dossiers;
- B. Le nombre d'heures supplémentaires payées à ces agents;
- C. Le délai.

Le CIRSE relève du ministre de la Famille et non du ministre des Finances, qui est le ministre responsable de Retraite Québec.

TITRE 69 : Rendement du fonds du Régime de rentes du Québec depuis les dix dernières années

Rendement annuel du fonds RRQ

	RRQ
2007	6,4 %
2008	-26,4 %
2009	9,7 %
2010	14,3 %
2011	2,8 %
2012	10,5 %
2013	15,5 %
2014	12,5 %
2015	10,5 %
2016	8,2 %

Rendement cumulé au 31 décembre 2016

	RRQ
1 an	8,2 %
2 ans	9,4 %
3 ans	10,4 %
4 ans	11,6 %
5 ans	11,4 %
10 ans	5,7 %

TITRE 70 : Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec la fusion de la CARRA avec la Régie des rentes

La Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA) et la Régie des rentes du Québec (RRQ) n'ont pas fait effectuer, par des ressources externes, des travaux, des études, des analyses ou des recherches en lien avec la fusion.

TITRE 71 : Coûts associés à la fusion de la CARRA et de la Régie des rentes

Aucun coût n'a été comptabilisé spécifiquement en 2016 au titre du regroupement.

TITRE 72 : Impact de la mise en place de Retraite Québec sur le niveau d'effectifs ministériels, exprimé en ETC, en nombre d'employés, ventilé par type d'emploi.

L'un des objectifs de la mise en place de Retraite Québec est lié à la livraison d'économies, dont celle reliée aux effectifs. D'ici 2018, les économies attendues au niveau des effectifs sont de l'ordre de 120 ETC.

Soulignons cependant, que les économies attendues au niveau des effectifs proviendront de l'attrition (départs à la retraite non remplacés et non comblement de certains postes devenus vacants).

TITRE 73 : Préciser l'impact de la mise en place de Retraite Québec sur le nombre de postes créés, abolis et transférés, les départs à la retraite, les fins de postes, les mises en disponibilité, nominations.

La mise en place de Retraite Québec au 1^{er} janvier 2016 n'a pas engendré de transferts de postes, de départs à la retraite, de fins de postes ou de mises en disponibilité.

TITRE 74 : Nombre et montant des primes de départ versées en lien avec la mise en place de Retraite Québec.

Aucune prime de départ n'a été versée.

TITRE 75 : Ventilation du budget de fonctionnement de Retraite Québec.

Le budget de fonctionnement de Retraite Québec pour 2017 (excluant la rémunération) totalise 136 M\$.

Catégories de dépense	Budget
Équipement, ameublement et améliorations locatives	4 810 368 \$
Courrier et communications	10 248 800 \$
Frais de déplacement	1 198 445 \$
Services professionnels et techniques	40 221 523 \$
Expertises médicales externes	2 664 300 \$
Entretien et location d'immeuble	13 660 500 \$
Entretien et location informatique	13 127 015 \$
Fournitures	1 274 130 \$
Autres dépenses	150 534 \$
Dommages et intérêts	140 000 \$
Frais de perception des cotisations par RQ	20 299 000 \$
Participation au financement du TAQ	3 159 000 \$
Amortissement des immobilisations	16 094 684 \$
Intérêts sur billet à payer L. T.	675 000 \$
Réserves corporatives	8 645 219 \$
Total :	136 368 518 \$

**TITRE 76 : Ventilation des dépenses allouées à la rémunération par
Retraite Québec.**

Le budget total de la rémunération de Retraite Québec pour 2017 est de 159 M\$ et se répartit comme suit :

	Budget (\$)
Effectifs selon Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	157 641 960 \$
Autres effectifs (ex. : étudiant, stagiaire et autres)	1 635 700 \$
Total	159 277 660 \$

**TITRE 77 : Ventilation des économies réalisées depuis la mise en place de
Retraite Québec.**

Le regroupement de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA) et de la Régie des rentes du Québec (Régie) générera des économies d'échelle principalement dans les unités de type « soutien » (ex. haute direction, administration, informatique, etc.). Certaines autres économies sont aussi envisagées.

Le gouvernement avait annoncé à l'automne 2015, lors de l'adoption du projet de loi, que le regroupement permettrait des économies d'ici 2018 de l'ordre de 20 millions de dollars. Le tableau ci-dessous résume la provenance prévue de celles-ci pour l'exercice 2016.

Nature des économies (en milliers de \$)	Prévision initiale pour 2016	Économies pour 2016 (note 1)
Traitements et avantages sociaux	7 589 \$	7 688 \$
Autres dépenses de fonctionnement	4 000 \$	5 709 \$
Total :	11 589 \$	13 397 \$

Note 1 : Les informations relatives aux économies réalisées sont sujettes à changement d'ici à leur approbation par le conseil d'administration et leur diffusion dans le rapport annuel de gestion

TITRE 78 : Ventilation, par année et par catégorie de dépenses, des frais d'administration concernant les dépenses de fonctionnement de Retraite Québec, de la Régie des rentes et de la CARRA depuis 3 ans.

Frais d'administration¹ par catégorie de dépense (en milliers de dollars)

Catégories de dépense	Retraite Québec 2016 ²
Traitement et avantages sociaux	146 199 \$
Courrier et communications	9 668 \$
Services professionnels et techniques, et expertises médicales externes	32 834 \$
Entretien et location d'immeubles	12 593 \$
Entretien et location informatiques	12 670 \$
Frais pour la perception des cotisations par Revenu Québec	19 635 \$
Amortissement des immobilisations	15 560 \$
Frais de déplacement, fournitures, TAQ ³ et autres	4 915 \$
Total avant les charges financières :	254 074 \$
Charges financières	850 \$
Total des frais d'administration :	254 924 \$
Impact du passage aux Normes comptables internationales d'information financières (IFRS) pour les RRSP ⁴	10 399 \$
Total des frais d'administration après le passage aux Normes IFRS :	265 323 \$

Notes :

1 : Les frais d'administration excluent les trop-payé de rentes et de prestations et les créances irrécouvrables

2 : Les frais d'administration sont sujets à changement d'ici à leur approbation par le conseil d'administration et leur diffusion dans le rapport annuel de gestion.

3 : Retraite Québec participe au financement du Tribunal administratif du Québec (TAQ).

4 : Ces frais d'amortissement sont liés au passage vers les Normes internationales d'information financière (IFRS) pour les RRSP, lequel est effectif au 1^{er} janvier 2016. Pour des fins de comparabilité, les montants 2014 et 2015 ont été calculés.

QUESTION 79 : Liste de tous les comités interministériels dont fait partie Retraite Québec. Pour chaque comité présidé par Retraite Québec, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Retraite Québec ne préside aucun de ces comités
Liste
Comité interministériel des responsables de programme d'aide aux employés de la colline parlementaire
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT)
Table patronale de Concertation en Santé et Sécurité du Travail (TPCSST)
- Réseau des répondants en matière de conflits et de harcèlement (FDRH)
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail - secteur Administration provinciale (APSSAP)
Réseau des programmes d'aide aux employés (FDRH)
Réseau santé-sécurité (FDRH)
Assemblée des conseillers en relations du travail
Réseau des répondants en gestion de l'invalidité et de la réintégration au travail (FDRH)
Réseau des répondants en PMO (FDRH)
Réseau des répondants en matière de stage (FDRH)
Réseau des répondants en développement du leadership et des habiletés de gestion (FDRH)
Réseau des répondants en développement des compétences et pérennité de l'expertise (FDRH)
Réseau en gestion du changement (FDRH)
Réseau mobilisation au travail (FDRH)
Réseau des répondants en gestion de la main-d'œuvre (FDRH)
Réseau des gestionnaires en gestion de la main-d'œuvre (FDRH)
Association des responsables de la gestion des plaintes du gouvernement du Québec
Comité de travail permanent en accès et en protection des renseignements personnels
Forum des gestionnaires en ressources financières (FGRF)
Comité interministériel de réalisation sur l'évaluation des risques de fraude associés à l'émission de documents officiels gouvernementaux
Forum contre la fraude envers l'État
Forum des gestionnaires en technologies de l'information
Comité directeur de l'infonuagique
Comité de gouverne des technologies de l'information
Comité directeur du Service québécois de l'identité et de l'adresse

QUESTION 79 : Liste de tous les comités interministériels dont fait partie Retraite Québec. Pour chaque comité présidé par Retraite Québec, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité directeur du projet de consolidation des centres de traitement informatique et service gouvernemental de traitement-stockage

Centre d'expertise des grands organismes (CEGO)

- Groupes d'échange : sur la gestion des centres de relation avec la clientèle, sur la formation à la tâche, sur les services en ligne, sur l'étalonnage, sur l'optimisation des processus d'affaires et l'assurance qualité, sur l'évaluation et le suivi des bénéfices des projets en lien avec les services clientèle, et sur la rigueur dans la gestion des fournisseurs et l'adéquation des besoins.

Forum des directeurs des ressources humaines (FDRH)

Comité consultatif des solutions d'affaires gouvernementales en RH (FDRH)

Comité milieux de travail et mobilisation (FDRH)

Forum des dirigeants des grands organismes (G7)

Forum des secrétaires généraux des organismes du gouvernement du Québec

Comité interministériel sur la simplification de l'accès aux services pour les citoyens et les entreprises

Table des responsables organisationnels de la sécurité de l'information (Table des ROSI)

Forum des directrices et directeurs de l'administration du gouvernement du Québec (RDGA)

Table des conseillers en architecture d'entreprise

Forum des gestionnaires en ressources matérielles (FGRM)

Comité permanent sur la gestion contractuelle et de l'approvisionnement (FGRM)

Comité des responsables de l'observation des règles contractuelles (RORC)

Comité interministériel du développement durable (CIDD)

Groupe des responsables en analyse et en évaluation de programme (GRAEP)

Comité directeur interministériel sur les enfants handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage

Comité consultatif Reconnaissance, du Forum des communicateurs gouvernementaux

Équipe de projet interministériel en communication pour le projet interministériel Services Québec

Groupe de travail sur l'offre de services en ligne du comité Stratégie d'optimisation des communications numériques et des présences Web gouvernementales, du Ministère du conseil exécutif

Groupe de travail sur l'intégration des services en ligne à une plateforme unique gouvernementale du comité Stratégie d'optimisation des communications numériques et des présences Web gouvernementales, du Ministère du conseil exécutif

TITRES 80 et 81 : Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2016-2017, indiquer :

- la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
- leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

- Liste des membres du conseil d'administration (CA), le poste qu'ils occupent, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat

Membres du CA (17)

Nom	Titre	Date de début du mandat	Date de fin du mandat
M. Richard Fortier	Président du CA	19 janvier 2016	18 janvier 2021
M. Michel Després	Président-directeur général	1 ^{er} janvier 2016	31 décembre 2019
M ^{me} Julie Blackburn	Membre du CA	19 janvier 2016	18 janvier 2019
M. Georges Cabana	Membre du CA	25 janvier 2017	24 janvier 2021
M. Éric Champagne	Membre du CA	19 janvier 2016	18 janvier 2020
M. Monsef Derraji	Membre du CA	19 janvier 2016	18 janvier 2020
M. Denis Doré	Membre du CA	19 janvier 2016	18 janvier 2020
M ^{me} Josée Dupont	Membre du CA	25 janvier 2017	18 janvier 2020
M. François Énault	Membre du CA	25 janvier 2017	18 janvier 2020
M ^{me} Sophie Fontaine-Bégin	Membre du CA	19 janvier 2016	18 janvier 2019
M ^{me} Ginette Fortin	Membre du CA	9 mars 2016	8 mars 2020
M. Éloi Lafontaine Beaumier	Membre du CA	19 janvier 2016	18 janvier 2019
M. France Légaré	Membre du CA	19 janvier 2016	18 janvier 2020
M. Jacques Lussier	Membre du CA	19 janvier 2016	18 janvier 2019
M ^{me} Marie-Josée Naud	Membre du CA	19 janvier 2016	18 janvier 2020
M ^{me} Julie-Catherine Pélissier	Membre du CA	19 janvier 2016	18 janvier 2019
M. Jacques Thibault	Membre du CA	25 janvier 2017	24 janvier 2021

Aucune rémunération n'est versée aux membres du CA, à l'exception du président-directeur général (PDG) de Retraite Québec et du président du CA. Retraite Québec rembourse toutefois leurs frais de déplacement.

- Rémunération 2016 du président-directeur général : 205 395 \$
- Rémunération 2016 du président du conseil : 56 856 \$

Les CV des membres du CA sont disponibles sur le site Internet du premier ministre du Québec, à l'adresse suivante : <https://premier-ministre.gouv.qc.ca/actualites/nominations/index.asp>

TITRES 80 et 81 : Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2016-2017, indiquer :

- la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
- leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

- Liste des personnes nommées ou dont le mandat a été renouvelé
- Membres du CA nommés en 2017

Nom	Titre	Date de début du mandat	Date de fin du mandat
M. Georges Cabana	Membre du CA	25 janvier 2017	24 janvier 2021
M ^{me} Josée Dupont	Membre du CA	25 janvier 2017	18 janvier 2020
M. François Énault	Membre du CA	25 janvier 2017	18 janvier 2020
M. Jacques Thibault	Membre du CA	25 janvier 2017	24 janvier 2021

- Frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation

Les frais de déplacement encourus par les membres du conseil d'administration en 2016 sont de 18 775 \$.

TITRE 82 : Coûts associés à la mise en place de Retraite Québec : la formation, la publicité, le changement de nom, de logo, de papeterie, de signalétique, l'embauche de personnes-ressources pour accompagner les organismes dans la gestion du changement, les baux résiliés et locaux vacants, l'achat de matériel et tout autre coût de transition.

Aucun coût n'a été comptabilisé spécifiquement en 2016 au titre du regroupement.

TITRE 83 : Concernant le bureau de la présidence :

Nombre de rencontres, de repas ou de réunions et les frais afférents

Liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre

Frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation

Liste des participations à des colloques, à des congrès et listes des participants, incluant les coûts afférents

Les frais concernant le bureau de la présidence pour l'année 2016 sont de 5 735 \$.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24).

TITRE 84 : Depuis 10 ans, présenter l'évolution annuelle du nombre de plaintes concernant les régimes de retraite du secteur public (anciennement administrés par la CARRA), et spécifier leur cause principale.

État de situation des plaintes au 31 décembre 2016

	2016
Plaintes traitées (Régimes de retraite du secteur public)	269
Plaintes classées fondées (Régimes de retraite du secteur public)	81

Une plainte est classée *fondée* lorsque l'analyse des faits démontre au moins un des éléments suivants :

- Une erreur commise par Retraite Québec;
- Un non-respect des normes d'usage en matière de services à la clientèle ou des engagements énoncés dans la Déclaration de services aux citoyens;
- Un écart entre les façons de faire et l'application des lois, des règlements, des politiques, des directives ou des procédures administratives en vigueur.

Cause principale des plaintes

Entre les années 2010 et 2014, l'implantation de la solution Renouvellement et Intégration des Systèmes Essentiels (RISE) a causé une augmentation significative du nombre de plaintes liées aux régimes de retraite du secteur public (RRSP). Durant cette période, les délais de traitement et la conformité des dossiers ont été impactés. La situation est revenue à la normale depuis 2015.

TITRE 85 : Nombre de demandes de retraite traitées pour chacune des trois dernières années, par mois, en indiquant :

- a. le nombre et le pourcentage d'agents qui traitent ces dossiers;**
- b. le nombre d'heures supplémentaires payées à ces agents et le montant total alloué au paiement de ces heures supplémentaires;**
- c. le délai.**

Pour la réponse à cette question, référez-vous au titre 1.

TITRES 86-87-88 : Nombre de demandes de retraite reçues pour chacune des trois dernières années par catégories d'emploi et par ministère, réseau et régime.

Retraite Québec dispose de l'information par réseau et non par employeur. Il est difficile pour les régimes de retraite du secteur public (RRSP) d'avoir cette ventilation par employeur, notamment dû au fait que, pour les réseaux de la santé et de l'éducation, les participants ont parfois plusieurs employeurs.

La catégorie d'emploi n'est pas compilée, étant donné que cette donnée n'est pas nécessaire à l'administration et au calcul des régimes de retraite du secteur public. Par contre, le nom du régime de retraite du participant est disponible, ce qui est un indicateur de la catégorie d'emploi (ex. : RRPE = emploi d'encadrement).

L'annexe de la page suivante présente pour chaque secteur l'information sur base mensuelle.

2016

Réseau de l'éducation	
RRAPSC	1
RRAS	7
RRCE	2
RRE	41
RREGOP	11 315
RREM	9
RRF	3
RRPE	578
Total	11 956

Municipalité	
RRAS	1
RRE	1
RREGOP	29
RREM	139
RRPE	4
RRMCM	2
Total	176

Santé et services sociaux	
RRAPSC	21
RRAS	51
RRCHCN	1
RRE	5
RREGOP	12 054
RREM	12
RRF	1
RRMSQ	1
RRPE	1 048
Total	13 194

Fonction publique	
RRAPSC	78
RRAS	40
RRCJAJ	9
RRE	2
RREFQ	15
RREGOP	5 719
RREM	12
RRF	11
RRJCQM	17
RRMAN	5
RRMSQ	212
RRPE	597
RRMCM	1
Total	6 718

Total tous réseaux confondus	
RRAPSC	100
RRAS	99
RRPE	2 227
RRCJAJ	9
RRE	49
RREFQ	15
RREGOP	29 117
RREM	172
RRF	15
RRJCQM	17
RRMAN	5
RRMCM	3
RRMSQ	213
RRCE	2
RRCHCN	1
TOTAL	32 044

Légende

RRAPSC : Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels

RRAS : Régime de retraite de l'administration supérieure

RRCE : Régime de retraite de certains enseignants

RRE : Régime de retraite des enseignants

RREGOP : Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

RREM : Régime de retraite des élus municipaux

RRF : régime de retraite des fonctionnaires

RRMAN : Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale

RRPE : Régime de retraite du personnel d'encadrement

RRCJAJ : Régime de retraite de certains juges nommés avant le 1^{er} janvier 2001

RREFQ : Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec

RRJCQM : Régime de retraite des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales

RRMSQ : Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec

RRMCM : Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités

RRCHCN : Régime de retraite de certains employés du Centre hospitalier Côte-des-Neiges

TITRE 2 - Annexe

Demandes reçues avec et sans lien d'emploi par secteur et par régime 2016																																									
Mois	Education								Total Education	Fonction publique												Total Fonction publique	Municipalité						Total Municipalité	Santé et services sociaux								Total Santé et services sociaux	Total général		
	RRAPSC	RRAS	RRCE	RRE	RREGOP	RREM	RRF	RRPE		RRAPSC	RRAS	RRCJAJ	RRE	RREFQ	RREGOP	RREM	RRF	RRJCQM	RRMAN	RRMSQ	RRPE		RRMCM	RRAS	RRE	RREGOP	RREM	RRPE		RRMCM	RRAPSC	RRAS	RRCHCN	RRE	RREGOP	RREM	RRF			RRMSQ	RRPE
Janvier		1		2	906			37	946	11	6	3	1		524	3	3	3		30	73		657	1		1	15		17	3	8		1	1 115	1		1	116	1 245	2 865	
Février	1			3	1 250	2		36	1 292	3	3	1		1	572	1	1	1		30	61		674			2	16	1	19	2	8			1 209				103	1 322	3 307	
Mars		1		6	1 273			62	1 342	9	4			3	442	1		2		9	43		513			3	15	2	20	3	4			1 159	2			90	1 258	3 133	
Avril		2	1	6	1 709	4		103	1 825	4	2	2	1	1	575	2	1	1	2	33	47		671		1	4	12		17	1	3			1 318				99	1 421	3 934	
Mai		1	1	5	1 156			72	1 235	9	4			1	484			3		12	58		571			5	14		19		2			1 017	4			81	1 104	2 929	
Juin		1		1	841	3		52	898	5	2	1		3	464	1		2		15	41		534			2	21		23	2	5		2	880	2			69	960	2 415	
Juillet				4	772		1	30	807	3	6			1	485	2				10	33	1	541			2	3		5	1	1		2	862	1			89	956	2 309	
août				6	463			29	498	8	3			1	392	1		1	1	11	39		457			6	7		13	1	1			815				66	883	1 851	
Septembre				1	718		1	47	767	4	1	2			517		2	1	1	8	61		597			2	5		7	2	3			1 069	1	1		94	1 170	2 541	
octobre				3	817		1	44	865	11	2			3	555		2	1		12	69		655				11		11		1				1 031				90	1 122	2 653
Novembre				3	792			35	830	6	5				383	1	1	2		21	42		461			1	13	1	2	17	4	10			885				88	987	2 295
Décembre		1		1	618			31	651	5	2			1	326		1		1	21	30		387			1	7		8	2	5	1			694	1			63	766	1 812
Total	1	7	2	41	11 315	9	3	578	11 956	78	40	9	2	15	5 719	12	11	17	5	212	597	1	6 718	1	1	29	139	4	2	176	21	51	1	5	12 054	12	1	1	1 048	13 194	32 044

Les régimes de retraite du secteur public de Retraite Québec a l'information par réseau et non par employeur. Il est difficile pour les régimes de retraite du secteur public (RRSP) d'avoir cette ventilation par employeur, notamment dû au fait que pour les réseaux de la santé et de l'éducation, les participants ont parfois plusieurs employeurs.

La catégorie d'emploi n'est pas compilée étant donné que cette donnée est non nécessaire pour l'administration et le calcul du régime de retraite du secteur public. Par contre, le nom du régime de retraite du participant est disponible, ce qui est un bon indicateur pour connaître la catégorie d'emploi. (Ex. : RRPE = emploi d'encadrement)

TITRE 89 : Liste de tous les régimes de retraite du secteur public administrés par Retraite Québec. Inclure :

- le nombre de participants actifs et retraités pour chacun des régimes; présenter l'évolution pour les cinq dernières années;
- le taux de capitalisation en pourcentage pour chacun des régimes; présenter l'évolution pour les cinq dernières années.

Régimes de retraite	Nombre de retraités au 31 décembre 2016	Nombre de participants actifs au 31 décembre 2016 ⁽¹⁾
RREGOP	259 477	531 342
RRPE	29 441	27 045
RRE	31 489	12
RRF	12 105	4
RRCE	4 228	18
RREM	2 407	1 824
RRMCM	172	0
RRMSQ	4 652	5 595
RRAPSC	1 742	3 875
RRMAN	352	122
Régimes des juges	245	294
Protecteur du citoyen	9	2
Régimes particuliers ⁽²⁾	4	0
RRHCN	89	0
RREFQ	196	128
TOTAL	346 608	570 261

1. Sur la base des données préliminaires.

2. Régime de retraite des anciens employés de la Ville de Saint-Laurent et Régime de retraite des anciens employés de la Cité de Westmount.

TITRES 90-91-92-93 :

90. Parmi les régimes de retraite administrés par Retraite Québec, combien sont en déficit à l'heure actuelle? Montrer l'évolution de ces données depuis cinq ans, et fournir les prévisions 2017-2018.
91. La somme de l'ensemble de ces déficits, par année, par régime de retraite.
92. Parmi les régimes de retraite administrés par Retraite Québec, combien ont des surplus à l'heure actuelle? Montrer l'évolution de ces données depuis cinq ans, et fournir les prévisions pour 2017-2018.
93. La somme de l'ensemble de ces surplus, par année, par régime.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

TITRE 94 : Copie des travaux, études, analyses et recherches réalisés en lien avec des modifications possibles aux régimes de retraite publics, notamment sur le plan du partage des coûts et de l'augmentation de l'âge de départ à la retraite. Coûts pour ces travaux, études et analyses.

En 2016, il n'y a pas eu de travaux, études, analyses et recherches réalisés par ou pour Retraite Québec concernant des modifications possibles aux régimes de retraite du secteur public qu'elle administre.

À noter que, si des travaux avaient été effectués par Retraite Québec pour des régimes de retraite qu'elle administre à la demande de ses clients (ex. : parties négociantes et comités de retraite), Retraite Québec ne pourraient rendre publics de tels travaux, car ils sont la propriété de ses clients.

TITRE 95 : Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec la publication d'un nouveau plan stratégique. Fournir la liste et les dates des rencontres tenues. Coûts pour ces travaux, études et analyses

Au cours de la période de référence, Retraite Québec a élaboré son tout premier plan stratégique depuis sa création, le 1^{er} janvier 2016. L'organisation n'a pas eu recours à des ressources externes afin de réaliser des travaux, des études, des analyses et des recherches en lien avec la publication du nouveau plan stratégique. Retraite Québec étant assujettie à la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État (RLRQ, c. 6-1.02), son plan stratégique 2017-2019 a été adopté le 16 décembre 2016 par son conseil d'administration.

TITRE 96 : Échéancier pour la présentation d'un nouveau plan stratégique

Selon la Loi sur Retraite Québec (RLRQ, c. R-26.3), le chapitre II de la Loi sur l'administration publique (RLRQ, c. A-6.01) s'applique à Retraite Québec. Ainsi, le ministre doit transmettre au gouvernement le projet de plan stratégique de Retraite Québec au moins 60 jours avant la date où il entend en faire le dépôt à l'Assemblée nationale.

TITRE 97 : Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec les problèmes de double rémunération pour l'ensemble de la fonction publique.

Retraite Québec n'a pas effectué de travaux, études, analyses et recherche en lien avec les problèmes de double rémunération.

TITRE 98 : Nombre de cas répertoriés liés au phénomène de la double rémunération.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

TITRE 99 : Nombre de saisies et de réductions de rente effectuées par Retraite Québec depuis dix ans

Contexte

Pour les régimes de retraite du secteur public, Retraite Québec dispose d'un délai légal de 24 mois après la date de la retraite pour détecter et réviser les rentes immédiates. Un délai administratif additionnel de 12 mois peut être utilisé si nécessaire pour effectuer la correction. Les demandes dites hors délai correspondent aux révisions à la baisse qui n'ont pu être traitées à l'intérieur du délai administratif additionnel de 12 mois. Dans le cadre de la révision légale, une modification à la baisse est généralement due à une modification des données en provenance de l'employeur reçues après la prise de la retraite.

Données

Au 31 décembre 2016, 437 rentes ont été révisées à la baisse. Ce nombre se répartit de la façon suivante :

- 415 pour des retraites prises en 2014 et 2015 (24 mois);
- 22 pour des retraites de 2013 (36 mois).

TITRE 100 :Nombre d'erreurs de traitement de dossier depuis dix ans. Indiquer :

- a. Le nombre et le pourcentage d'agents qui traitent ces dossiers;
- b. Le délai;
- c. Le nombre de remboursements demandés associés à ces erreurs;
- d. Le montant moyen du remboursement demandé;
- e. Le montant total lié aux demandes de remboursement;
- f. Le nombre d'années en moyenne entre les erreurs et les demandes de remboursement.

Pour la réponse à cette question, référez-vous au titre 55.

TITRE 101 : Liste des projets informatiques depuis dix ans

Voir la réponse à la question 61.

TITRE 102 : Nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres) depuis dix ans, par année financière.

Concernant la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016, l'information relative aux contrats est présentée dans le tableau ci-dessous.
Pour les contrats de plus de 25 000 \$, veuillez référer aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
MOORE CANADA CORPORATION	ACQUISITION D'UNE LICENCE MULTITRANS	4 200,00 \$	G
SIGNALISATION PLURI-DESIGN	REMPLACEMENT DE LA SIGNALISATION "RRQ" PAR "RETRAITE QUÉBEC" à PDC	2 049,75 \$	G
IMPRIMERIE PROVINCIALE	PAPIER EN-TETE SANS ADRESSE POUR SALLE D'ORDINATEUR ET AUTRES	10 894,50 \$	AOI
SOCIÉTÉ DE CONTRÔLE JOHNSON, S.E.C. (3360137130)	UNITÉ UC3 VALVE DÉFECTUEUSE (CONTRÔLE TEMPÉRATURE D'EAU)	2 278,70 \$	G
ATELIERS DE L'EDQ	CHANGEMENT DES PLAQUES SIGNALITIQUE POUR RETRAITE QUÉBEC	1 820,28 \$	G
SOFTCHOICE CORPORATION (SOFTCHOICE LP)	ACQUISITION DE JETONS ET LICENCES SECURID RSA	5 443,73 \$	AOI
ENVELOPPE LAURENTIDE INC.	ENVELOPPES POCHETTES SUPPLÉMENTS AUX ENFANTS LPF-427 ENVELOPPES POCHETTES RETRAITE ANGLAIS RRQ050A	1 246,00 \$	AOI
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTEE	LICENCE ANTIDOTE	1 080,00 \$	G
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	"SWITCH" ET RALLONGE	1 486,20 \$	G
SUPREMEX INC.	ENVELOPPES A213,A238,B078,RRQ056,A196,A198,PF-429F,ENVELOPPES EXPEDITION RET QUEBEC	7 292,16 \$	AOI

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
IMPRIMERIE PROVINCIALE	FORMULAIRES SOUTIEN AUX ENFANTS	1 725,00 \$	AOI
ENVELOPPE ROYAL INC.	ENVELOPPES BESS RRQ710, RRQ711, RRQ713, RRQ714, RRQ715	1 472,23 \$	AOI
JOSEPH CLERMONT INC. (IMPRIMERIE)	CHEMISE DE GESTION DE DOCUMENTS C-528	1 104,00 \$	AOI
ENVELOPPE ROYAL INC.	ENVELOPPE AVEC FENÊTRE AVEC PERMIS A203	21 197,00 \$	AOI
TECHSMITH CORPORATION	LICENCE BUREAUTIQUE GNAG IT	1 094,71 \$	G
LEXISNEXIS CANADA INC.	DOCUMENTS JURIDIQUE CONCERNANT LES RÉGIMES DE RETRAITE AUX QUÉBEC	1 499,71 \$	G
ENVELOPPE ROYAL INC.	PRODUCTION DE 27 500 ENVELOPPES: "B703, RRQ400M ET RRQ403"	4 066,25 \$	AOI
A DEROME & CIE LTEE	ESTAMPES	2 126,93 \$	G-CSPQ
QUADBRIDGE INC.	JETONS RSA SECURIDID SID700	2 364,70 \$	AOI
DELL CANADA INC.	ACQUISITION DE LICENCES ML6000	2 996,69 \$	G
SOFTCHOICE CORPORATION (SOFTCHOICE LP)	ACQUISITION DE CASQUES D'ÉCOUTE PLANTRONICS	1 439,68 \$	AOI
A DEROME & CIE LTEE	ESTAMPES	1 295,20 \$	G-CSPQ
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	FORMULAIRES DÉCLARATION SOLONELLE B-306 ET PAPIER EN-TÊTE RRQ AVEC ADRESSE MONTRÉAL	1 213,05 \$	AOI

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
COMPUGEN INC.	ABONNEMENT A WINDOWS VIRTUAL DESKTOP ACCESS (VDA) SELECT PLU 8421537	2 798,40 \$	G
ENVELOPPE ROYAL INC.	DIVERSES ENVELOPPES	4 960,00 \$	AOI
SOLISCO NUMERIX	IMPRESSION DE 180 RAPPORTS ANNUELS DE GESTION 2015	3 110,00 \$	AOI
PITNEY BOWES	ACQUISITION LICENCES DOC-1 DESIGNER	24 156,00 \$	G
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	IMPRIMANTES A ENCRE MAGNETIQUE	6 642,50 \$	G
SOFTCHOICE CORPORATION (SOFTCHOICE LP)	LICENCES BLACKBERRY BES 12 GOLD	21 013,50 \$	AOI
SONO VIDEO INC	PROJECTEUR	6 325,00 \$	G
WESCO DISTRIBUTION INC.	RENOUVELLEMENT INVENTAIRE MATÉRIEL ET BRANCHEMENT INFORMATIQUE	2 387,14 \$	G
FRESCHÉ SOLUTIONS INC. (SPEEDWARE)	LOGICIEL DE REQUÊTE ET DE GESTION DE DONNÉES	2 966,92 \$	G
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTEE	AIRWATCH DE VMWARE	5 635,50 \$	G
WESCO DISTRIBUTION INC.	MATERIEL DE TELECOMMUNICATION PLAQUES MURALES MDVOFLEX	1 053,75 \$	AOI
LES ATELIERS STYLTEC INC.	AMEUBLEMENT	1 436,42 \$	AOI
SOLOTECH INC.	PIEVRES POLYCOM SOUNDSTATION 2 EXPANDABLES	1 950,00 \$	AOI

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
GESTION DES COMMUNICATIONS DATA CORP.	CHÈQUE FINANCIER	1 558,64 \$	AOI
GESTION DES COMMUNICATIONS DATA CORP.	CHÈQUES AVEC TALON (CHQ-001)	21 287,00 \$	AOI
SOFTCHOICE CORPORATION (SOFTCHOICE LP)	ACQUISITION ET MISE A NIVEAU DES LICENCES ACROBAT STANDARD ET PRO	19 591,58 \$	AOI
STAPLES AVANTAGE CANADA (CORPORATE EXPRESS)	PORTABLE DELL LATITUDE E5550	8 292,76 \$	AOI
ENVELOPPE ROYAL INC.	ENVELOPPES A-200, LPF-427A,LPF-427, LPF-428	4 830,00 \$	AOI
COPIEXPRESS L'IMPRIMEUR CONSEIL (COPIEXPRESS)	IMPRESSION DU RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2015	5 884,00 \$	AOI
GROUPE AUDAZ	DIVERS FORMULAIRES: B077A, RRQ060F, RRQ060A, CHANGEMENT SITUATION CONJUGALE, STATUT AU CANADA	2 139,98 \$	AOI
HYPERTEC SYSTEMES INC.	REMPLACEMENT DES PORTABLES DE PLUS DE 5 ANNEES	14 381,30 \$	G
SOFTCHOICE CORPORATION (SOFTCHOICE LP)	LICENCES ADOBE INDESIGN CC (CREATIVE CLOUD) POUR WIN	1 536,36 \$	AOI
SOFTCHOICE CORPORATION (SOFTCHOICE LP)	LOGICIEL DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION	2 278,00 \$	G
ÉQUIPEMENT DE RESTAURANT BOUCHARD (1142890962)	MICRO-ONDE TW1100 TURBO AIR	1 250,00 \$	G
SOFTCHOICE CORPORATION (SOFTCHOICE LP)	ACQUISITION ADOBE CREATIVE CLOUD MAC	3 064,25 \$	AOI
TELUS COMMUNICATIONS INC	84 LICENCES POUR CONVERSION DES LICENCES TELEPHONES TRADITIONNELS	4 698,12 \$	G

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
COMPUGEN INC.	LICENCES WINDOWS STANDARD 22012R SELECT PLUS 8421537	1 603,20 \$	G
MADCAP SOFTWARE INC.	LICENCES MADCAP FLARE V12 ET MAINTENANCE	24 875,52 \$	G
INFORMATIQUE PRO CONTACT	BARRETTES DE MEMOIRE POUR SERVEURS	3 480,00 \$	AOI
PCD SOLUTIONS	LICENCE VMWARE VCLLOUD SUITE 5 STANDARD	6 655,68 \$	AOI
ENVELOPPE CONCEPT INC.	ENVELOPPES D'EXPÉDITION DU CHÈQUE DE PAIE RRQ-402	1 592,89 \$	AOI
SOFTCHOICE CORPORATION (SOFTCHOICE LP)	MINDMANAGER VERSION WINDOWS 2016	1 578,12 \$	AOI
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	PAPILLON RRQ ET SAE RISQUE DE GRÈVE DES SERVICES POSTAUX	2 296,32 \$	AOI
DELL CANADA INC.	STATION D'ACCUEIL DELL SANS FIL POUR PORTABLE DELL LATITUDE	1 890,00 \$	G
IMPRIMERIE PROVINCIALE	PAPIER EN TÊTE ZC006, RÉGIME COMPLÉMENTAIRE DE RETRAITE, ZC-016 ET ZC001	9 034,75 \$	AOI
DYNATRACE CORPORATION OF CANADA LTD	LICENCES DYNATRACE APPLICATION MONITORING PRO-PRODUCTION EDITION (W0SI)	21 250,00 \$	G
CA TECHNOLOGIES (COMPUTER ASSOCIATES CAN. LTD.)	ACQUISITION DE LICENCES XCOM ET SON ENTRETIEN	1 731,34 \$	G
COPIEXPRESS L'IMPRIMEUR CONSEIL (COPIEXPRESS)	IMPRESSION DE DIVERSES PUBLICATIONS RRSP	1 938,00 \$	AOI
ENVELOPPE LAURENTIDE INC.	ENVELOPPES POCHETTES RRQ-050,RRQ-052,RRQ-400,RRQ-401,H-054	10 055,95 \$	AOI

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
GROUPE MAGNITUDE INC. (IMPRIMERIE BUDGET/MAGIC/BERCO)	FORMULAIRES SOUTIEN AUX ENFANTS	14 697,03 \$	AOI
ÉQUIPEMENTS E.M.U.	RÉPARATION DU CHARIOT ÉLEVATEUR RAYMOND REACH	1 309,45 \$	G
CBCI TELECOM (VISIOCONFERENCE)	SYSTEME DE VISIOCONFERENCE	14 205,10 \$	AOI
P. AUBUT INC.	CARTES D'ACCES ET PORTE CARTE RETRACTABLE	1 011,95 \$	AOI
AMEUBLEMENTS TANGUAY	TELEVISEUR, BARRES DE SON, SUPPORT MURAL POUR TELEVISEUR	5 787,16 \$	AOI
SOLUTIONS VICTRIX	LICENCES MCAFEE	8 589,35 \$	AOI
MÉDISOLUTION (2009) INC.	MODULE DE CONCILIATION BANCAIRE ELECTRONIQUE	2 400,00 \$	G
ENVELOPPE ROYAL INC.	PRODUCTION DE 41 000 ENVELOPPES: "A203C, LPF429, RRQ710, RRQ712, RRQ713, RRQ714, RRQ715 ET B078MED"	5 475,56 \$	AOI
SOFTCHOICE CORPORATION (SOFTCHOICE LP)	ACHAT DE LICENCES ERWIN R9.6 DATA MODELER NAVIGATOR EDITION	6 860,00 \$	G
SOCIETE QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	INSTALLATION D'UN HUMIDIFICATEUR NEPTRONIK SK-306 6KW	10 555,91 \$	G
NEDCO	ACQUISITION DE MATÉRIEL TÉLÉPHONIQUE	2 794,25 \$	AOI
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	ACHAT DE 7 IMPRIMANTES MOBILES EPSON WORKFORCE WF-100	1 856,75 \$	AOI
CA TECHNOLOGIES (COMPUTER ASSOCIATES CAN. LTD.)	ACQUISITION DE 765 LICENCES "CA IDENTITY MANAGER" AVEC ENTRETIEN CO-TERMINUS AU 31 MAI 2017	24 618,00 \$	G

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
GROUPE DE TECHNOLOGIE QRX	ACHAT DE 40 CARTOUCHES LTO ULTRIUM 4, 800/1600 GB AVEC ÉTIQUETTES CODES À BARRE	1 020,00 \$	AOI
A.D.I. ART DESIGN INTERNATIONAL	AMEUBLEMENT	2 091,30 \$	G
A.D.I. ART DESIGN INTERNATIONAL	AMEUBLEMENT	2 091,30 \$	G
INSIGHT CANADA INC.	ACHAT DE 33 LICENCES REDGATE SQL DATA COMPARE STANDARD AVEC MAINTENANCE CO-TERMINUS 16 AVRIL 2017	13 249,29 \$	AOI
SOFTCHOICE CORPORATION (SOFTCHOICE LP)	ACHAT DE 3 LICENCES MINDMANAGER VERSION WINDOWS 2016	1 183,59 \$	G
INFORMATIQUE PRO CONTACT	TRANSMETTEUR	6 975,30 \$	G
INSIGHT CANADA INC.	ACQUISITION DE LICENCES XML SPY	15 681,94 \$	AOI
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	IMPRESSION DE 181 000 PAPILLONS «VOTRE CHÈQUE EST ENCAISSABLE À LA DATE PRÉVUE» #610-RQ 2016-08	2 351,19 \$	AOI
OPEN TEXT CORPORATION	LICENCE EXECUTE 360 MAGNETIC STORAGE	24 584,79 \$	G
IBM CANADA LTEE	LOGICIEL DE GESTION BROCADE NETWORK ADVISOR BNA AVEC SUPPORT POUR UN AN	4 489,65 \$	G
SOFTCHOICE CORPORATION (SOFTCHOICE LP)	LICENCES CITRIX XENAPP	24 975,00 \$	AOI
LES COPIES DE LA CAPITALE INC.	EVALUATION ACTUARIELLE DU REGIME DE RENTE DU QUEBEC (004-RRQ-2016)	1 530,13 \$	AOI
CARTONEK INC.	BOÎTES POUR DOSSIER AVEC COUVERT (DEPOPA)	1 644,00 \$	G

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
INFORMATIQUE PRO CONTACT	CLAVIER ET SOURIS LOGITECH	3 720,00 \$	AOI
COMNET TECHNOLOGIE INC. (VOXLOG)	REHAUSSEMENT DU PRODUIT COURTLOG EN VOXLOG	2 764,00 \$	G
IMPRESSIONS BOURG-ROYAL INC.	IMPRESSION DE 90 COPIES DU DOCUMENT EN LIEN AVEC LE SÉMINAIRE SUR LES PLACEMENTS	1 669,00 \$	AOI
IMPRIMERIE PROVINCIALE	PAPIER EN-TÊTE LPF-410 ET ZC-002	2 039,90 \$	AOI
PRESENCE INFORMATIQUE INC.	SONORISATION DE SALLE 700 JACQUES PARIZEAU	1 475,00 \$	G
ENVELOPPE ROYAL INC.	ENVELOPPES B078 ET ENVELOPPES LPF-430	1 622,00 \$	AOI
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	GUIDE DU BÉNÉFICIAIRE FRANÇAIS-ANGLAIS	1 244,90 \$	AOI
KONICA MINOLTA QUEBEC	LICENCES PAPER CUT ET MAINTENANCE (REFERENCE AP263)	2 862,00 \$	G
SOFTCHOICE CORPORATION (SOFTCHOICE LP)	LICENCES ASPOSE WORLD ET ASPOSE CELLS	20 954,46 \$	AOI
LES COPIES DE LA CAPITAL INC.	IMPRESSION DES ÉVALUATIONS ACTUARIELLES DU RREGOP ET RRPE	1 178,62 \$	AOI
ORDINAL TECHNOLOGY CORPORATION	LICENCE NSORT TEST ET SA MAINTENANCE	3 215,76 \$	G
SHAREGATE	ABONNEMENT SHAREGATE	9 508,30 \$	G
XPERTICS SOLUTIONS INC.	LICENCES CA PRIVILEGED ACCESS APP ET SA MAINTENANCE	3 274,46 \$	G

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
STANEX INC.	ACQUISITION D'UN ONDULATEUR UPS POUR TROIS-RIVIERES	10 262,00 \$	AOI
IBM CANADA LTEE	LICENCES ET CÂBLES	15 180,00 \$	AOI
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTEE	LIBRAIRIE LTO-6 DE RELEVÉ	14 737,52 \$	AOI
SOFTCHOICE CORPORATION (SOFTCHOICE LP)	LICENCE ENTERPRISE SERVER DYNAMIC PDF MERGER	2 244,11 \$	AOI
C.P.U. DESIGN INC. (BIEN UNIQUEMENT, CPU SERVICE INC.: #177000)	LICENCES CONCURRENTIELLES CA SERVICE DESK MANAGER	14 810,00 \$	G
HYPERTEC SYSTEMES INC.	PORTABLE DELL LATITUDE E5570	7 116,40 \$	G
SOFTCHOICE CORPORATION (SOFTCHOICE LP)	ACQUISITION DE DEUX LICENCES BIZTALK SERVER BRANCH PAR COEUR VIA L'ENTREPRISE AGREEMENT	3 545,88 \$	G
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTEE	ACHAT D'UN PEGASUS DE LA COMPAGNIE PROMISE POUR LA (DEASA) PRODUCTION EN VIDÉO	3 971,00 \$	G
STAPLES AVANTAGE CANADA (CORPORATE EXPRESS)	CASQUE D'ÉCOUTE TÉLÉPHONOQUE ET BASE AMPLIFICATRICE PLANTRONICS X 10	1 779,00 \$	AOI
WESCO DISTRIBUTION INC.	CÂBLE FIBRE LC-LC COMPOSANTE S D'INTERCONNEXION POUR BESOIN DE CÂBLAGE	14 768,08 \$	AOI
INFORMATIQUE PRO CONTACT	398 CLAVIERS ACNOR - SOLIDUS FAIT SUITE À LA BI4862	11 733,04 \$	AOI
IMPRIMERIE SOCIALE INC.	PAPIER EN-TÊTE RRQ SANS ADRESSE POUR ORDINATEUR (ZC-005)	10 322,75 \$	AOI
IBM CANADA LTEE	ACHAT DE 40 CÂBLES TWINAX DE 5 MÈTRES POUR CONNEXION DES NOUVEAUX SERVEURS	5 423,60 \$	G

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
KIFINTI SOLUTIONS INC.	ACQUISITION DE 5 LICENCES DU LOGICIEL HEAT CLASSIC	13 036,56 \$	G
PRESENCE INFORMATIQUE INC.	CALVIERS COMPACTS NORMALISÉS ACNOR CANADIEN FRANÇAIS EREKBAST83T5UB	1 303,00 \$	AOI
BLANCCO CANADA (7755473 CANADA INC)	LOGICIEL DE DESTRUCTION DE DISQUES DURS	7 763,30 \$	G
IMPRIMERIE SOCIALE INC.	IMPRESSION COUVERTURE GÉNÉRALES À FENÊTRE POUR LE RRSP	1 106,00 \$	AOI
JOSEPH CLERMONT INC. (IMPRIMERIE)	CHEMISE PRESSBOARD	1 765,00 \$	G
JOSEPH CLERMONT INC. (IMPRIMERIE)	CHEMISE DE GESTION C-528	1 251,00 \$	AOI
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTEE	ACQUISITION DE JETONS RSA SUCURID SID700	2 277,00 \$	AOI
IMPRIMERIE LITHO CHIC INC.	GUIDE DU BÉNÉFICIAIRE PRESTATION DE SURVIVANTS 2017	3 370,00 \$	AOI
INFORMATIQUE PRO CONTACT	COMMUTATEUR NIVEAU 3, 24 PORTS (COLLINE PARLEMENTAIRE)	12 889,80 \$	G
IMPRIMERIE LITHO CHIC INC.	DÉPLIANTS BIENVENUE AU RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC 2017 FRANÇAIS-ANGLAIS	3 280,00 \$	AOI
ENVELOPPE LAURENTIDE INC.	ACHAT DE 135 000 ENVELOPPES A-203AV	2 628,45 \$	G
ENVELOPPE LAURENTIDE INC.	ACHAT DE 1 195 500 ENVELOPPES A-203	23 276,39 \$	G
STAPLES AVANTAGE CANADA (CORPORATE EXPRESS)	CASQUES D'ÉCOUTE TÉLÉPHONIQUES PLANTRONICS ET ACCESSOIRES	3 324,21 \$	G

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
COMPUGEN INC.	ACHAT DE LICENCES VISIO PROFESSIONNELVERSION 16	1 404,96 \$	G
SOFTCHOICE CORPORATION (SOFTCHOICE LP)	5 RENOUELEMENTS ET 5 ABONNEMENTS ANNUELS VIP GOUVERNEMENTAL SUITE ADOBE CREATIVE CLOUD	10 369,20 \$	AOI
MICROSOFT CANADA CO.	ACQUISITION DE DEUX LICENCES BIZTALK SERVER BRANCH PAR COEUR VIA L'ENTREPRISE AGREEMENT	3 545,88 \$	G
GESU - CENTRE DE CREATIVITE	LOCATION DE SALLES POUR LA FORMATION DES MEMBRES DU COMITE DE RETRAITE (Conversion EF 1467)	3 000,00 \$	G
PITNEY BOWES	ENGAGEMENT BUDGÉTAIRE POUR L'ACHAT DE FOURNITURES POUR TIMBREUSE DU 1ER AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017	3 000,00 \$	G
BUFFET CLEMENTINE	RENCONTRE DES CADRES 19 FÉVRIER 2016	3 400,00 \$	G
SOCIETE PARC-AUTO DU QUEBEC (SPAQ)	STATIONNEMENT COMPLEXE G (MESSAGERIE)	2 919,72 \$	G
INDIGO (ANC. VINCI PARK INC.)	STATIONNEMENTS (4) 475 ST-AMABLE	11 272,32 \$	G
PARC GRANDE ALLÉE LTÉE (5488) STATIONNEMENT	STATIONNEMENT 140 GRANDE ALLÉE (MESSAGERIE)	2 066,40 \$	G
SANI-FONTAINES INC.	ENTRETIEN DES REFROIDISSEURS D'EAU DE QUÉBEC, MTL, SHERBROOKE, T-RIVIÈRES ET CHICOUTIMI (9 MOIS)	1 556,40 \$	AOI
OLYMBEC DEVELOPMENT INC.	LOCATION D'ESPACES DE STATIONNEMENT POUR LE BUREAU DE TROIS-RIVIÈRES DU 1 AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017	11 000,00 \$	G
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER COMINAR	LOCATION DE 2 LOCAUX PR LE STATIONNEMENT DE VELOS À P.D.C. DU 1ER JUIN 2016 AU 31 MAI 2017	8 500,00 \$	G
9348-2149 QUEBEC INC	FRAIS INHÉRENTS À DES RÉUNIONS DE TRAVAIL (CA, COMITÉS ET AUTRES) DU 1 AVRIL 2016 AU 31 MARS 2018	1 000,00 \$	G

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
BAYA CAFÉ	FRAIS INHÉRENTS À DES RÉUNIONS DE TRAVAIL (CA, COMITÉS ET AUTRES) DU 1 AVRIL 2016 AU 31 MARS 2018	3 000,00 \$	G
NOVAXIS SOLUTIONS INC.	ABONNEMENTS À LA BANQUE VIXITS (RELATION DE TRAVAIL) POUR L'ANNÉE 2016 LOCATION DU LOGICIEL CITATION	5 957,68 \$	G
ENCADREMENTS STE-ANNE	RECONNAISSANCE DES RETRAITÉS POUR L'ANNÉE 2016	9 000,00 \$	G
ÉDIFICE 500 GRANDE ALLÉE EST INC.	ENTRETIEN DE LA GENERATRICE CATERPILLAR MODELE 3412	16 924,78 \$	G
ESII CANADA INC.	ACHAT ET INSTALLATION D'UN SYSTÈME DE GESTION DE FILE D'ATTENTE	5 276,80 \$	G
CEDROM-SNI	DROITS DE DIFFUSION ÉLECTRONIQUE DE LA REVUE DE PRESSE DE LA RÉGIE DU 02-02-2016 AU 01-02-2017	10 016,31 \$	G
DISTRIBUTION CASO INC. (6302)	ACHAT DE JOURNAUX REVUES DE PRESSE POUR L'ANNÉE 2016	1 170,36 \$	G
WOLTERS KLUWER QUÉBEC LTÉE	RENOUVELLEMENT ACCÈS À L'INFORMATION	2 000,00 \$	G
LEXISNEXIS CANADA INC.	PUBLICATION JURIDIQUE POUR 2016	3 800,00 \$	G
LES EDITIONS WILSON & LAFLEUR INC.	PUBLICATION JURIDIQUE POUR 2016	1 000,00 \$	G
LES ÉDITIONS YVON BLAIS (THOMSON REUTERS)	ENGAGEMENT FINANCIER POUR 2016 PUBLICATIONS JURIDIQUES	6 000,00 \$	G
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	PUBLICATION JURIDIQUE POUR 2016	7 100,00 \$	G
ASSOCIATION DES ÉCONOMISTES QUÉBÉCOIS	COMMANDITE APPUI FINANCIER ASSOCIATION DES ÉCONOMISTES QUÉBÉCOIS CONGRES 2016	2 500,00 \$	G

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
UNIVERSITE LAVAL	RENCONTRE DES CADRES LE 13 MAI 2016	1 000,00 \$	G
BUFFET CLEMENTINE	RENCONTRE DES CADRES LE 13 MAI 2016	3 400,00 \$	G
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	ACHAT DE 1000 ETIQUETTES 1.36KG et 1000 ETIQUETTES 5KG CHEZ POSTES CANADA.	14 637,00 \$	G
SOLUTIONS D'AFFAIRES DE LA CAPITALE INC.	PROLONGATION LOCATION PHOTOCOPIEUR TASKALFA 4501I KYOCERA 3 MOIS RÉFÉRENCE EF 1390 ET EF 1484	1 844,79 \$	G
MEDIA QMI INC.	LICENCE DE REPRODUCTION DE LA REVUE DE PRESSE NUMÉRIQUE POUR 2016-2017	3 500,00 \$	G
NOVEXCO INC. (ANC. LYRECO)	ENGAGEMENT POUR LES FOURNITURES DE BUREAU DU 1ER JUILLET 2016 AU 30 JUIN 2017 - BUREAU DE MONTRÉAL	4 000,00 \$	G
PASTISSIMO	RENCONTRE RECONNAISSANCE LE 25 OCTOBRE 2016	3 200,00 \$	G
STANEX INC.	REMPLACEMENT DES BATTERIES DU UPS DE MONTRÉAL	3 565,00 \$	AOI
PAUL A. LANGLOIS LTEE	RECONNAISSANCE 25 ANS	8 006,25 \$	AOI
BIBLIOTHEQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUEBEC	CONTRAT DE LOCATION DE LOCAUX À LA BANQ	2 070,00 \$	G
SEEMLQ- SOCIÉTÉ DES EXPERTS EN ÉVALUATION MEDICO-LEGALES DU QUÉBEC	COMMANDITE DU COLLOQUE DE SOCIÉTÉ DES EXPERTS EN ÉVALUATION MÉDICO-LÉGALE DU QUÉBEC 2016	1 000,00 \$	G
INSTITUT QUÉBÉCOIS DE PLANIFICATION FINANCIÈRE	COMMANDITE À TITRE DE PARTENAIRE PLUS DE L'IQFP 2016	7 000,00 \$	G
COLLÈGE DES MÉDECINS DU QUÉBEC	COMMUNICATION D'UN FICHIER INFORMATIQUE CONTENANT UNE LISTE DES MEMBRES DU COLLÈGE DES MÉDECINS 2017	5 050,00 \$	G

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
LES EXTINCTEURS W.T. & FILS INC.	INSPECTIONS ET ENTRETIENS DES EXTINCTEURS A PLACE DE LA CITE ET BOUVIER	1 846,00 \$	AOI
BUFFET CLEMENTINE	RENCONTRE DES CADRES LE 24 NOV. 2016	2 833,62 \$	G
CANADIAN TIRE (LES GESTIONS ALAIN LAFOREST INC.)	FRAIS INHERENTS POUR ACHAT DE QUINCAILLERIE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2017	1 100,00 \$	G
GESTION 1055 RENE-LEVESQUE, EST INC.	FRAIS DE CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ EN DEHORS DES HEURES RÉGULIÈRES AU BUREAU DE MONTRÉAL POUR 2017	8 250,00 \$	G
CANAC	ENGAGEMENT BUDGETAIRE POUR LES ACHATS DE QUINCAILLERIE (CANAC) POUR 2017	3 520,00 \$	G
SANI-FONTAINES INC.	ENTRETIEN DES REFROIDISSEURS A EAU (QUEBEC PC, MONTREAL, TROIS-RIVIERES, SHERBROOKE, SAGUENAY	1 599,00 \$	AOI
NOVAXIS SOLUTIONS INC.	ABONNEMENTS À LA BANQUE VIXITS (RELATION DE TRAVAIL) POUR L'ANNÉE 2017 LOCATION DU LOGICIEL CITATION	6 600,00 \$	G
MLLE CUPCAKE PETITS GATEAUX	RENCONTRE PERSONNEL DE RETRAITE QUÉBEC	1 350,00 \$	G
L'INSTITUT CANADIEN	WEB DIFFUSION: GESTION DES RÉCLAMATIONS ET LITIGES EN ASSURANCE INVALIDITÉ (16 PARTICIPANTS)	7 420,00 \$	G
COMMISSION SCOLAIRE DE LA CAPITALE	PROGRAMME D'INFORMATION ET DE PRÉPARATION À LA RETRAITE (PIPR) (45 PARTICIPANTS)	11 250,00 \$	G
CÉGEP MARIE VICTORIN	PROGRAMME D'INFORMATION ET PRÉPARATION À LA RETRAITE - MONTRÉAL ET RÉGIONS (7 PARTICIPANTS)	3 000,00 \$	G
FORUM DES JEUNES DE LA FONCTION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE	COLLOQUE ANNUEL DU FORUM DES JEUNES 2016 - GÈRE TA CARRIÈRE! (12 PARTICIPANTS)	1 350,00 \$	G
ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE (ENAP)	ACTIVITÉ DE FORMATION GESTIONNAIRES DE RETRAITE QUÉBEC (101 PARTICIPANTS)	4 991,00 \$	G

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
ASSOCIATION DES CONSEILLERS EN GESTION RESS. HUMAINES (FORMATION)	GRAND ÉVÉNEMENT RH 2016 : S'ARRÊTER, S'INSPIRER, S'ÉNERGISER, S'ENGAGER!	1 200,00 \$	G
COMMISSION SCOLAIRE DE LA CAPITALE	PROGRAMME D'INFORMATION ET DE PRÉPARATION À LA RETRAITE (COLLINE) (12 PARTICIPANTS)	3 500,00 \$	G
CÉGEP DE SAINTE-FOY	CONTRAT : COMMUNICATION ET TRAVAIL D'ÉQUIPE (27 PARTICIPANTS)	2 400,00 \$	G
L'ACADÉMIE DE TRANS FORMATION INC.	VOUS ENGAGERIEZ-VOUS COMME PATRON? (2 PARTICIPANTES)	1 490,00 \$	G
ATELIERS DE CONVERSATION ANGLAISE	FORMATION EN ANGLAIS DES AFFAIRES (5 PARTICIPANTS)	2 020,00 \$	G
ACADÉMIE DE FORMATION INFORMATIQUE (AFI EXPERTISE INC.)	INTRODUCTION AUX APPROCHES DE DÉVELOPPEMENT LEAN ET AGILE (3 PARTICIPANTS)	1 402,50 \$	G
ALIAS FORMATION INC.	ADOBE CAPTIVATE - COURS SUR MESURE (2 PARTICIPANTES)	2 100,00 \$	G
TECHNOLOGIA CONSEIL	GESTION INFORMATISÉE DE PROJETS AVEC MS PROJECT (3 PARTICIPANTS)	2 025,00 \$	G
GESTION MANON CLEROUX INC.	FORMATION EN LIGNE : LA PRATIQUE DU RÔLE-CONSEIL (18 PARTICIPANTS)	2 370,99 \$	G
L'INSTITUT FORMATION DU QUÉBEC INC. (STEPHANE CANUEL)	COMMENT ÊTRE PROACTIF AVEC OUTLOOK (9 PARTICIPANTS)	1 560,00 \$	G
ORDRE DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES AGREES	CONGRÈS INTERNATIONAL FRANCOPHONE CHRA 2016 (3 PARTICIPANTS)	3 525,00 \$	G
RÉSEAU INTERNATIONAL SUR LE PROCESSUS DE PRODUCTION DU HANDICAP	PROCESSUS DE PRODUCTION DU HANDICAP (RIPPH) (17 PARTICIPANTS)	2 872,51 \$	G
ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGREES DU QUÉBEC (CPA)	ACHAT DE PASSES POUR DES COURS DE FORMATION CPA 2016-17 (26 PARTICIPANTS)	15 490,00 \$	G

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
CENTRE DE FORMATION CONTINUE UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	PROGRAMME DE 16 TÉLÉCONFÉRENCES DE FORMATION MÉDICALE (ENTRE 14 ET 24 PARTICIPANTS)	1 200,00 \$	G
TECHNOLOGIA CONSEIL	LES TENDANCES DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (1 PARTICIPANT)	1 145,00 \$	G
DRE GAMACHE CLAIRE	L'ÉVAL. DE L'ÉVOL. D'UNE DÉPRESS. & L'IMPACT DES TROUBLES DE LA PERSONNALITÉ (22 PARTICIPANTS)	1 500,00 \$	G
TECHNOLOGIA CONSEIL	MIEUX COMPRENDRE BPMN 2.0 (3 PARTICIPANTS)	1 275,00 \$	G
ACADÉMIE DE FORMATION INFORMATIQUE (AFI EXPERTISE INC.)	BIZTALK 2013 DEVELOPER IMMERSION (8 PARTICIPANTS)	22 645,91 \$	G
PLURALSIGHT LLC	FORMATION EN LIGNE - BANQUE DE COURS - PLURALSIGHT PLUS E-LEARNING (6 PARTICIPANTS)	3 942,80 \$	G
PLURALSIGHT LLC	FORMATION EN LIGNE (BANQUE DE COURS)- PLURALSIGHT PLUS E-LEARNING (4 PARTICIPANTS)	2 628,53 \$	G
DRE MYTHO MIREILLE	L'INSUFFISANCE VEINEUSE CHRONIQUE, SYNDROME PHLÉBITIQUE, LYMPHOEDÈME (34 PARTICIPANTS)	1 000,00 \$	G
GP-QUÉBEC	COLLOQUE DE GP-QUÉBEC 2016 - MAÎTRISEZ LA REDDITION DE COMPTES, UN PAS... (7 PARTICIPANTS)	1 400,00 \$	G
ACADÉMIE DE FORMATION INFORMATIQUE (AFI EXPERTISE INC.)	PROFESSIONAL SCRUM MASTER BONIFIÉ (1 PARTICIPANT)	1 395,00 \$	G
L'INSTITUT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DE QUÉBEC (IAPQ)	ACHAT D'UN FORFAIT INSTITUTIONNEL 2016-17 - 4 MINI-COLLOQUES (20 PARTICIPANTS)	1 200,00 \$	G
LE CERCLE FINANCE DU QUÉBEC	COLLOQUE RETRAITE, INVESTISSEMENT INSTITUTIONNEL, FINANCES PERSONNELLES AU QC (7 PARTICIPANTS)	1 575,00 \$	G
ACADÉMIE DE FORMATION INFORMATIQUE (AFI EXPERTISE INC.)	MODÉLISATION DIMENSIONNELLE (1 PARTICIPANT)	1 100,00 \$	G

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
IC FORMATION (INNOVATION CONSULTANTS)	GÉRER SON TEMPS ET SES PRIORITÉS (32 PARTICIPANTS)	3 000,00 \$	G
CIAO TECHNOLOGIES INC.	PERFECTIONNEMENT: ÉVALUATION DE L'ACCESSIBILITÉ WEB D'UN SITE WEB (1 PARTICIPANT)	1 500,00 \$	G
LE CERCLE FINANCE DU QUÉBEC	COLLOQUE RETRAITE, INVESTISSEMENT ET FINANCES PERSONNELLES AU QC (5 PARTICIPANTS)	1 125,00 \$	G
GP-QUÉBEC	COLLOQUE DE GP-QUÉBEC. MAÎTRISEZ LA REDDITION DE COMPTES... UN PAS VERS (5 PARTICIPANTS)	1 000,00 \$	G
CENTRE MICROBUR	ATELIER POUR L'AMÉLIORATION DU FRANÇAIS ÉCRIT (9 PARTICIPANTS)	1 900,00 \$	G
INSTITUT DE LA GESTION FINANCIÈRE DE QUÉBEC (IGF)	ACHAT DE 4 FORFAITS DE MIDIS-FORMATIONS 2016-2017 (ENV. 20 PARTICIPANTS)	1 300,00 \$	G
GESTION PHIBERT INC. (RICHARD LAMBERT)	CONTRAT : LA LOMBALGIE, DE L'ÉTAT AIGU À L'ÉTAT CHRONIQUE (28 PARTICIPANTS)	2 000,00 \$	G
CENTRE MICROBUR	ATELIER POUR AMÉLIORATION DU FRANÇAIS ÉCRIT (MONTRÉAL) (15 PARTICIPANTS)	2 425,00 \$	G
EDU-PERFORMANCE CANADA INC.	FORMATION EN LIGNE - SUITE BUREAUTIQUE MS OFFICE 2013 (200 PARTICIPANTS)	7 104,00 \$	G
ACADÉMIE DE FORMATION INFORMATIQUE (AFI EXPERTISE INC.)	INTRODUCTION À COBIT ET ISO38500 (1 PARTICIPANT)	1 410,00 \$	G
RÉSEAU ACTION TI	JOURNÉE INFORMATIQUE DU QUÉBEC 2016 (26 PARTICIPANTS)	5 980,00 \$	G
RÉSEAU ACTION TI	JOURNÉE INFORMATIQUE DU QUÉBEC 2016 (14 PARTICIPANTS)	3 220,00 \$	G
IC FORMATION (INNOVATION CONSULTANTS)	FORMATION DES FORMATEURS - TECHNIQUES AVANCÉES (2 PARTICIPANTS)	1 581,00 \$	G

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
CÉGEP DE SAINTE-FOY	CONTRAT : COMMUNICATION ET TRAVAIL D'ÉQUIPE (TOTAL DE 25 PARTICIPANTS)	1 888,00 \$	G
CÉGEP DE SAINTE-FOY	PERFECTIONNEMENT: GESTION DES PRIORITÉS ET DÉLÉGATION (32 PARTICIPANTS)	8 620,00 \$	G
NOVEXCO INC. (ANC. LYRECO)	PAPIER PHOTOCOPIEUR POUR LE 475 ST-AMABLE	1 258,00 \$	G
LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC INACTIF (UTILISÉ CSPQ 3003484)	ENVELOPPES E-232	4 173,95 \$	G
NOVEXCO INC. (ANC. LYRECO)	RÉAPPROVISIONNEMENT DE L'INVENTAIRE	1 229,90 \$	G-CSPQ
NOVEXCO INC. (ANC. LYRECO)	PAPIER PHOTOCOPIEUR POUR LE 475 ST-AMABLE	1 258,00 \$	G-CSPQ
IMPRIMERIE SOCIALE INC.	IMPRESSION BROCHURE RACHAT DE SERVICE FR. ET ANG.	1 770,95 \$	AOI
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUÉBEC (CSPQ)	IMPRESSION ENVELOPPES E-462	1 439,60 \$	G
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUÉBEC (CSPQ)	IMPRESSION ENVELOPPES E-06	1 171,50 \$	G
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUÉBEC (CSPQ)	IMPRESSION ENVELOPPES E-231	4 069,92 \$	G
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUÉBEC (CSPQ)	IMPRESSION ENVELOPPES E-03	3 334,26 \$	G
NOVEXCO INC. (ANC. LYRECO)	PAPIER PHOTOCOPIEUR POUR LE 475 ST-AMABLE	1 268,00 \$	G-CSPQ
GRAND & TOY	PAPIER POUR LE 475 ST-AMABLE	2 808,00 \$	G-CSPQ

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
GRAND & TOY	PAPIER POUR LE 475 ST-AMABLE	2 808,00 \$	G-CSPQ
COPIEXPRESS L'IMPRIMEUR CONSEIL (COPIEXPRESS)	DÉPLIANT QUESTION DE RETRAITE	1 985,00 \$	AOI
GRAND & TOY	PAPIER POUR PHOTOCOPIEUR	1 343,10 \$	G-CSPQ
GRAND & TOY	PAPIER POUR LE 475 ST-AMABLE	2 808,00 \$	G-CSPQ
GRAND & TOY	PAPIER POUR PHOTOCOPIEUR 8½ X 14	1 407,00 \$	G-CSPQ
GRAND & TOY	PAPIER POUR LE 475 ST-AMABLE	2 808,00 \$	G-CSPQ
GRAND & TOY	PAPIER POUR LE 475 JACQUES PARIZEAU	2 808,00 \$	G-CSPQ
GRAND & TOY	PAPIER POUR LE 475 JACQUES PARIZEAU	2 808,00 \$	G-CSPQ
IMPRIMERIE PROVINCIALE	IMPRESSION BULLETIN RRPE ET RREGOP, FRANÇAIS ET ANGLAIS	1 045,01 \$	AOI
IMPRIMERIE PROVINCIALE	IMPRESSION DE DIVERSES PUBLICATIONS RRSP POUR 2017	3 245,40 \$	AOI
PITNEY BOWES	RENOUVELLEMENT ENTRETIEN DE L'INSÉREUSE DE TABLE POUR LA PÉRIODE DU 1 ^{er} AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017	3 256,92 \$	G
WEBTRENDS INC.	ENTRETIEN ANNUEL WEBTRENDS DU 28 FÉVRIER 2016 AU 27 FÉVRIER 2017	13 588,85 \$	AOI
METALOGIX	ENTRETIEN ANNUEL SHAREPOINT MIGRATION SUITE SOUMISSION JG160115-53	1 827,74 \$	G

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
REP SOLUTION INTERACTIVE INC. (DIALOG INSIGHT)	FRAIS MENSUEL D'UTILISATION D'UNE LICENCE CONTACT DE BASE (OPENFIELD) 17 MARS 2016 AU 16 MARS 2017	7 370,00 \$	G
DOCUCOM DIGITAL INC.	RENOUVELLEMENT CONTRAT D'ENTRETIEN NUMÉRISERS KODACK I4200 (AN 3) AP 226 AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017	8 040,00 \$	G
CART1ER COMMUNICATION MARKETING INC.	RENOUVELLEMENT DE MESSAGES RADIOS (UDA)	5 429,00 \$	G
LIEBERT CANADA (AVOCENT)	MODIFICATIONS UNITÉS DE CLIMATISATION LIEBERT PROPOSITION C01286257	1 500,00 \$	G
ÉQUIPEMENTS POSTAUX CANADIENS INC.	CONTRAT D'ENTRETIEN D'UNE INSÉREUSE PHILLIPSBURG MODÈLE A340-C8 DU 1er AVRIL 2016 AU 30 JUIN 2016	1 366,66 \$	AOI
CA TECHNOLOGIES (COMPUTER ASSOCIATES CAN. LTD.)	RENOUVELLEMENT ANNUEL DE L'ENTRETIEN DES 1900 LICENCES CA GOUVERNANCE 2016-2017	6 371,00 \$	G
ELIXIR TECHNOLOGIES CORPORATION	RENOUVELLEMENT ENTRETIEN DU LOGICIEL ELIXIR DESIGN PRO TOOLS FOR AFP 1 AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017	15 701,47 \$	G
AON PARIZEAU INC.	ASSURANCE AUTOMOBILE POUR LES VÉHICULES DE RETRAITE QUÉBEC (FOURGONNETTE ET CAMION CUBE) 2015-2016	1 203,36 \$	G
BINATEK INC.	MAINTENANCE D'UN LECTEUR MICROFILM CANON-MS DU 1ER AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017	1 000,00 \$	G
GROUPE DALLAIRE INC. (ENTRAIN)	ENTENTE DE SERVICES - 2016-2017	8 500,00 \$	G
GDI SERVICES (QUÉBEC) S.E.C.	CONTRAT D'ENTRETIEN MÉNAGER SUITE À DES RÉAMÉNAGEMENTS DU 1er AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017	9 500,00 \$	G
GESTION 1055 RENE-LEVESQUE, EST INC.	CONTRAT D'ENTRETIEN MÉNAGER ET NETTOYAGE BUREAU DE MONTRÉAL DU 1ER AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017	6 500,00 \$	G
GESTION 1055 RENE-LEVESQUE, EST INC.	SERVICE DE CONSTRUCTION ET D'ENTRETIEN POUR LE BUREAU DE MONTRÉAL DU 1ER AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017	8 000,00 \$	G

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
BATIVAC CLIMATISATION INC.	ENTRETIEN CLIMATISEUR LIEBERT CHALLENGER 3000 BUREAUX DE MONTRÉAL DU 1ER AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017	2 056,00 \$	G
SOFTCHOICE CORPORATION (SOFTCHOICE LP)	SUPPORT TECHNIQUES BLACKBERRY DU 26 FÉVRIER 2016 AU 27 FÉVRIER 2017	2 716,05 \$	AOI
CONVERGE NET INC.	RENOUVELLEMENT ANNUEL POUR PRODUITS MCAFEE DU 26 MARS 2016 AU 25 MARS 2017	19 378,80 \$	G
SOFTCHOICE CORPORATION (SOFTCHOICE LP)	ENTRETIEN DU LOGICIEL WEBSense DU 15 MARS 2016 AU 14 MARS 2017	23 744,00 \$	AOI
TELERIK INC.	ENTRETIEN DES LICENCES RADCONTROL FOR ASP.NET DU 1ER AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017	3 756,32 \$	G
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUÉBEC (CSPQ)	SERVICE DE LA MESSAGERIE ET DU COURRIER CSP POUR 12 MOIS (2016)	7 000,00 \$	G
CARMICHAEL LTÉE	CONTRAT D'ENTRETIEN DE 3 ANS POUR 2 CLIMATISEURS LIEBERT AP261	7 648,00 \$	G
JAGUAR MÉDIA INC. (6254)	BANIERE AMEQ	4 300,00 \$	G
SOM RECHERCHES ET SONDAGES	SONDAGE CELI-REER	10 700,00 \$	G
ÉDIFICE 500 GRANDE ALLÉE EST INC.	NETTOYAGE	12 707,72 \$	G
COMMUNICATION DÉMO INC.	REVUE DE PRESSE ÉCRITE ET ÉLECTRONIQUE POUR 2016	22 000,00 \$	G
ATELIER DU MARTIN-PÊCHEUR (1142301614)	ENTRETIEN MÉNAGER COMPLEXE G 10E ET 11E ÉTAGE	13 200,00 \$	G
ORDRE DES INFIRMIÈRES ET INFIRMIERS DU QUÉBEC	PLACEMENT PUBLICITAIRE, KIOSQUE, BANNIÈRE (NOVEMBRE 2016)	5 600,00 \$	G

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
OLYMBEC DEVELOPMENT INC.	MODIFICATIONS AUX PORTES DE TROIS-RIVIÈRES FACTURE NUMÉRO WO-47079	1 195,62 \$	G
ALLIANCE DES CADRES DE L'ÉTAT	PARTICIPATION A LA RENCONTRE ANNUELLE DE L'ALLIANCE DES CADRES DE L'ÉTAT (5 MAI 2016)	2 000,00 \$	G
PITNEY BOWES	CONTRAT D'ENTRETIEN DE LA TIMBREUSE DM1000 ET DE SES ACCESSOIRES DU 1ER AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017	3 325,80 \$	G
INFORMATIQUE PRO CONTACT	SUPPORT ET ENTRETIEN BRONZE POUR 67 COMMUTATEURS CISCO	5 772,72 \$	G-CSPQ
FRESCHÉ SOLUTIONS INC. (SPEEDWARE)	RENOUVELLEMENT ENTRETIEN ANNUEL DES LICENCES MÉDIA DÉVELOPPEUR FRESCHÉ SOLUTIONS	3 250,00 \$	G
EMC CORPORATION OF CANADA	ENTRETIEN TOUR A DISQUES EMC CLARIION AX4 SOUMISSION 4059405-902506	8 685,19 \$	G
ECRION SOFTWARE	SUPPORT ANNUEL LICENCE XF RENDERING DU 31 MARS 2016 AU 1er AVRIL 2017	4 827,41 \$	G
COMPUGEN INC.	ENTRETIEN ET SUPPORT POUR LES LICENCES NETBACKUP DATA PROTECTION OPTION	7 496,80 \$	AOI
LOGIC-CONTROLE INC.	TRAVAIL SUR LES PORTES D'URGENCE 2, 3, 4 ET 5E ÉTAGE DE PLACE DE LA CITE	1 899,50 \$	G
IBM CANADA LTÉE	SUPPORT ET ENTRETIEN DE 2 LICENCES ÉQUIPEMENTS STORMIZE V7000 (CONTROLLER+EXPANSION) DU BIV	5 878,40 \$	G
S.E.C. 140 GRANDE-ALLÉE EST (VOIR AUSSI GOLDCREST #5472) (6466)	ENTRETIEN 140 GRANDE ALLÉE POUR 2016	3 357,84 \$	G
SOFTCHOICE CORPORATION (SOFTCHOICE LP)	RENOUVELLEMENT CONTRAT ENTRETIEN DES LICENCES REDGATE SQL DATA COMPARE STANDARD EDITION POUR 1 AN	4 755,95 \$	AOI
SOFTWAREONE CANADA INC.	ACQUISITION ET ENTRETIEN DES LICENCES CA IDENTITY MINDER	21 688,91 \$	AOI

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
LOGIC-CONTROLE INC.	TRAVAUX DANS LE CADRE DU PROJET 336	1 120,00 \$	G
TELERIK INC.	CONTRAT DE SERVICES POUR LES LICENCES DE TELERIK	4 498,73 \$	G
COPIBEC	REVUE DE PRESSE LICENCE DE REPRODUCTION VERSION PAPIER 2016-2017	5 311,80 \$	G
COPIBEC	REVUE DE PRESSE LICENCE DE REPRODUCTION NUMÉRIQUE POUR 2016-2017	1 505,00 \$	G
AUDIOTHÈQUE L'OREILLE QUI LIT	SERVICE D'APPEL SUR SERVEUR VOX POUR RENTE D'INVALIDITÉ (AUDIOTHÈQUE) 2016-2017	2 600,00 \$	G
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTÉE	SERVICE DE SOUTIEN D'UN SPÉCIALISTE POUR LES APPLICATIONS COMM VAULT SIMPANA INTELLISNAP	16 000,00 \$	G
REP SOLUTION INTERACTIVE INC. (DIALOG INSIGHT)	RENOUVELLEMENT LICENCE ANNUELLE	2 500,00 \$	G
IMDS CANADA	CONTRAT D'ENTRETIEN DE L'OUTIL STREAMDIFF 2016-2017	13 420,00 \$	G
SERVICE RÉGIONAL D'INTERPRÉTARIAT DE L'EST QUÉBEC INC. SRIEQ	SERVICE D'INTERPRÉTARIAT POUR SOURD	4 000,00 \$	G
ÉDIFICE 500 GRANDE ALLÉE EST INC.	INSTALLATION DE 3 THERMOSTATS ÉLECTRONIQUE 475 ST-AMABLE	1 159,07 \$	G
OPTRICS INC.	CONTRAT DE SERVICE POUR 250 LICENCES NEFFLOW	1 741,21 \$	G
PUROLATOR COURIER LTD.	MESSAGERIE	5 000,00 \$	G
AVEPOINT CANADA LTD.	RENOUVELLEMENT DE L'ENTRETIEN DE NOS LICENCES DOCAVE6	4 032,00 \$	G

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER COMINAR	ENTRETIEN BATISSE DU 150 RENÉ LÉVESQUE POUR 2016 .	10 176,00 \$	G
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER COMINAR	STATIONNEMENT VÉHICULE DE MESSAGERIE AU 150 RENÉ LÉVESQUE POUR 2016	1 485,50 \$	G
ÉDIFICE 500 GRANDE ALLÉE EST INC.	SURVEILLANCE ET SUIVI DES ALARMES À LA CONSOLE DE SÉCURITÉ DU 475 ST-AMABLE	3 900,89 \$	G
ÉDIFICE 500 GRANDE ALLÉE EST INC.	RÉPARATION AU 1ER ÉTAGE DU 475 ST-AMABLE	1 007,00 \$	G
RRSPT (TABLE PATRONALE)	ABONNEMENT POURRETRAITE QUÉBEC POUR 2016	3 498,17 \$	G
QUADBRIDGE INC.	RENOUVELLEMENT CONTRAT ENTRETIEN DES LICENCES RSA SECURID	6 260,40 \$	AOI
MADCAP SOFTWARE INC.	RENOUVELLEMENT ENTRETIEN LICENCES FLARE BRONZE, PLATINUM,MADCAP FLARE FLOATING	17 459,04 \$	G
COLLOQUE AQPC	LOCATION D'UN KIOSQUE POUR LE COLLOQUE DE L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE PÉDAGOGIE COLLÉGIALE	1 150,00 \$	G
BUROCOM	SERVICE D'ENTRETIEN DE 10 PHOTOCOPIEURS POUR LA PÉRIODE DU 15 MAI 2016 AU 14 MAI 2017	4 000,00 \$	G
GRANDITE	CONTRAT DE MAINTENANCE POUR LES LOGICIELS SILVERRUN POUR 12 MOIS (ANNÉE 2016-2017)	6 500,00 \$	G
AV TECH INC.	ENTRETIEN DU SYSTÈME DE CONTRÔLE D'ACCÈS, DES COMPOSANTES, MATÉRIAUX ET ÉQUIPEMENTS	5 607,35 \$	G
FORRESTER RESEARCH INC.	SERVICE DE CONSULTATION ET RECHERCHE EN TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION DU 1er JUIN 2016 AU 31 MAI 2017	18 700,00 \$	G
COMPUGEN INC.	ENTRETIEN POUR LES LICENCES NETBACKUP DATA PROTECTION OPTIMIZATION	3 747,50 \$	G

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
SANI-FONTAINES INC.	DÉSINFECTION ET FOURNITURE DE FONTAINE 2016-2017	8 556,00 \$	G
TELUS COMMUNICATIONS INC.	CONTRAT D'ENTRETIEN SPEECHATTENDANT (LOCUS)	6 584,00 \$	AOI
RÉSEAU INTERNET QUÉBEC (RIQ)	HÉBERGEMENT DE L'OUTIL DE SONDAGE EN LIGNE LIMESURVEY DU 1ER JUIN 2016 AU 30 NOVEMBRE 2016	1 148,75 \$	G
SERRURERIE CONTRÔLE (1161793238)	RÉSERVE DE PIÈCES ET MAIN D'OEUVRE POUR L'ANNÉE 2016	3 000,00 \$	G
GLOBEX COURRIER INTERNATIONAL	MESSAGERIE RAPIDE POUR LA RÉGION DE QUÉBEC D'AVRIL À DÉCEMBRE 2016	15 000,00 \$	G
PITNEY BOWES	FRAIS DE SERVICE POUR RÉPARATION INSEREUSE PITNEY BOWES FACTURE 100498748	3 146,00 \$	G
MULTI ACCÈS	INSTALLATION OPÉRATEUR DE PORTE AU LOCAL 542-B ET AU LOCAL 550	2 471,25 \$	G
ÉDIFICE 500 GRANDE ALLÉE EST INC.	REMPLACEMENT DE L'ANTIGEL DANS LA GÉNÉRATRICE CAT 3412	1 898,42 \$	G
VINZANT SOFTWARE (6323)	GLOBE ECSSUPPORT SYANDARD, ILLIMITÉ POUR ASSISTANCE TÉLÉPHONIQUE	16 609,81 \$	G
AGILEDSS INC.	CONTRAT DE MAINTENANCE DE LA LICENCE 360EYES POUR 12 MOIS JUSQU'AU 20 JUIN 2017	4 000,00 \$	G
INSTALLATION QSP	MODIFICATIONS ET DÉMÉNAGEMENT DE POSTES DE TRAVAIL	10 244,57 \$	AOI
FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC. (DMR, PROMAINTECH NOVAXA INC.)	MAINTENANCE POUR MACROSCOPE	6 353,24 \$	G
SOLIMAR SYSTEMS INC.	RENOUVELLEMENT DE L'ENTRETIEN DES 79 LICENCES DE ICONVERT 2016-2017	3 729,16 \$	G

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
DEMAND TECHNOLOGY SOFTWARE INC.	RENOUVELLEMENT ANNUEL ENTRETIEN DES 400 LICENCES NTSMF	15 722,40 \$	G
IRON MOUNTAIN	DÉCHIQUETAGE DE DOCUMENTS ULTRA-CONFIDENTIEL	5 650,09 \$	G
CPU SERVICE INC.	ENTRETIEN ANNUEL DU LOGICIEL CA EHALTH PERFORMANCE	16 189,00 \$	AOI
ÉDIFICE 500 GRANDE ALLÉE EST INC.	DÉPLACEMENT DE L'ALIMENTATION ÉLECTRIQUE DES VMA CONTRÔLANT LA CIRCULATION DE L'AIR DANS LE CTI	2 642,03 \$	G
PITNEY BOWES	CONTRAT D'ENTRETIEN	3 571,20 \$	G
SMARTSVN GMBH	RENOUVELLEMENT LICENCES SMART SVN DU 1ER JUILLET 2016 AU 30 JUIN 2017	5 709,36 \$	G
OPEN TEXT INC. (US)	ENTRETIEN RIGHTFAX NUMBER RC106975	3 548,96 \$	G
MONETTE EXPRESS 141273 CANADA INC.	DÉMÉNAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES DU 1035 DE LA CHEVROTIÈRE VERS PLACE DE LA CITÉ	1 160,00 \$	G-CSPQ
MULTI ACCÈS	INSTALLATION D'UN OPÉRATEUR DE PORTE DE SALLE DE BAINS DES FEMMES AU 5E ÉTAGE	1 702,40 \$	G
TELEBEC S.E.C.	INSCRIPTION À L'ANNUAIRE TÉLÉPHONIQUE DE TÉLÉBEC 2016 -2017	2 100,00 \$	G
BELL CANADA	SERVICES PROFESSIONNELS SPÉCIALISÉS POUR PRODUIT CISCO	19 920,00 \$	G
ÉQUIPEMENTS POSTAUX CANADIENS INC.	APPEL DE SERVICE POUR L'INSEREUSE PHILIPSBURG A340-C8 SÉRIE 34-1067	1 575,00 \$	G
LOGIC-CONTROLE INC.	INSTALLATION D'UN CONTRÔLE D'ACCÈS SUR LA PORTE 540 PLACE DE LA CITE	1 100,00 \$	G

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
ÉDIFICE 500 GRANDE ALLÉE EST INC.	HONORAIRES DE JOHNSON CONTROLS LORS DU TEST DE GÉNÉRATRICE ANNUEL DU 475 ST-AMABLE	1 070,60 \$	G
DELL CANADA INC.	SUPPORT POUR SERVER DELL	1 459,28 \$	G
PRÉVENTION INCENDIE SAFETY FIRST (4915)	INSPECTION SEMESTRIELLE DU SYSTÈME INCENDIE NOVEC DU CTI	1 272,00 \$	G
STANEX INC.	CONTRAT ENTRETIEN POWERCARE PM PLUS	3 743,00 \$	G
MOORE CANADA CORPORATION	RENOUVELLEMENT DU CONTRAT D'ENTRETIEN ET SUPPORT TECHNIQUE MULTI TRANS DU 2016-07-21 AU 2017-07-20	6 935,27 \$	G
RED GATE SOFTWARE LTD	RENOUVELLEMENT ENTRETIEN SQL COMPARE DE REDGATE PR 15 LICENCES DU 22 JUILLET 2016 AU 22 JUILLET 2017	2 079,22 \$	G
LIEBERT CANADA (AVOCENT)	RENOUVELLEMENT ENTRETIEN DU LOGICIEL DSVIEW 3 POUR UNE PÉRIODE D'UN AN À COMPTER DU 26 JUILLET 2016	3 136,00 \$	G
SCHEMAWARE	SUPPORT ET MAINTENANCE DU LOGICIEL COPYBOOK2CSHARP DU 23 JUILLET 2016 AU 22 JUILLET 2017	2 678,60 \$	G
SVI E SOLUTIONS INC.	RENOUVELLEMENT HÉBERGEMENT ANNUEL POUR VIA ELEARNING ET EMEETING RÉFÉRENCE 2016-2017	5 991,90 \$	G
SOFTCHOICE CORPORATION (SOFTCHOICE LP)	RENOUVELLEMENT DE L'ENTRETIEN LICENCES SQL SPOTLIGHT XPRT EDITION POUR UN AN JUSQU'AU 15 AOÛT 2017	6 937,47 \$	AOI
XMEDIUS SOLUTIONS INC.	RENOUVELLEMENT DU SUPPORT XMEDIUSFAX POUR LA PÉRIODE DU 26 AOÛT 2016 AU 25 AOÛT 2017	2 613,00 \$	G
QUEST SOFTWARE CANADA INC. (DELL)	ENTRETIEN DU LOGICIEL SECURITY EXPLORER DE SCRIPTLOGIC DU 31 AOÛT 2016 AU 31 AOÛT 2017	2 760,00 \$	G
IVANTI	RENOUVELLEMENT DE L'ENTRETIEN DES LICENCES HEAT POUR LE 1 ^{er} SEPTEMBRE 2016 AU 31 AOÛT 2017	18 947,39 \$	G

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
STANEX INC.	ENTRETIENS PRÉVENTIFS DE BATTERIES 475 ST-AMABLE	13 855,59 \$	G
DE MARQUE	ABONNEMENT POUR 1000 À 1999 UTILISATEURS POUR LE PETIT ROBERT	3 797,50 \$	G
DALCON INC.	AJOUT DE 2 SIGNAUX: " SUPERVISION ET ÉCOULEMENT" AU SYSTÈME DE CONTRÔLE ET DE SURVEILLANCE BMS DU CTI	6 200,00 \$	G
COURRIER SÉCURITAIRE INC. - MAIL IT SAFE	HÉBERGEMENT POUR COURRIER SÉCURITAIRE " MAIL IT SAFE" POUR UN AN DU 31 AOÛT 2016 AU 30 AOÛT 2017	7 696,87 \$	G
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	ENTRETIEN PRÉVENTIF ET INSPECTION DES 3 CLIMATISEURS DU 150 RENÉ-LEVESQUE	4 170,10 \$	G
TRANSCRIPTION ET TRADUCTION HABL	TRANSCRIPTION ET TRADUCTION DANS LE DOSSIER DUNCAN BOUCHER CONTRE IUOE LOCAL 894	1 612,00 \$	G
NECANDO SOLUTIONS INC.	RENOUVELLEMENT ENTRETIEN LICENCES IBM INFOSPHERE OPTIM TEST DATA MANAGEMENT WORKGROUP EDITION	18 006,00 \$	G
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	SERVICES JURIDIQUES : FRAIS D'ACCÈS AUX PLUMITIFS ET JURISPRUDENCE	5 200,00 \$	G
PROTECTION & INCENDIE MLH LTÉE	CONTRAT D'ENTRETIEN DU SYSTÈME PRÉACTION/FM-200 DU CTI DE MTL À COMPTER DU 1 OCT.2016	2 000,00 \$	G
ROGERS MEDIA INC.	PARUTION D'UNE OFFRE D'EMPLOI DANS UNE REVUE MÉDICALE NATIONALE POUR UN POSTE DE MÉDECIN	1 465,00 \$	G
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTÉE	MAINTENANCE POUR DYNAMIC PDF	6 587,00 \$	AOI
UPTODATE	ABONNEMENT AU SITE UPTODATE ANYWHERE DU 1ER OCTOBRE 2016 AU 30 SEPTEMBRE 2017	22 585,96 \$	G
ATALASOFT INC.	RENOUVELLEMENT DE L'ENTRETIEN DOTIMAGE DU 7 OCTOBRE 2016 AU 6 OCTOBRE 2017	5 856,62 \$	AOI

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
PITNEY BOWES	ACQUISITION + SERVICE DE 3 ANS D'UN APPAREIL D'AFFRANCHISSEMENT	5 808,24 \$	G
GROUPE HERJAVEC (LE)	RENOUVELLEMENT ENTRETIEN BOITE SIEM QRADAR DU 1ER OCTOBRE 2016 AU 30 JUIN 2017	2 465,67 \$	G
ANIXIS	RENOUVELLEMENT SUPPORT PASSWORD POLICY ENFORCER DU 21 OCTOBRE 2016 AU 20 OCTOBRE 2017	1 477,71 \$	G
LOGIC-CONTROLE INC.	INSTALLATION D'UN CONTRÔLEUR D'ACCÈS POUR L'ENTREPÔT AU 3E SOUS SOL ET ESPACE À VÉLO	3 235,00 \$	G
IMDS CANADA	SUPPORT POUR NUMÉRISSEURS KODAK I4200 SITUÉ AU 475 JACQUES PARIZEAU 5E ÉTAGE	4 071,70 \$	G
MONETTE EXPRESS 141273 CANADA INC.	TRANSPORT ET DISPOSITION DE MATÉRIEL DÉSUET DES ENTREPÔTS DU 200 CHEMIN STE-FOY	1 439,50 \$	G-CSPQ
QUESTION-RETRAITE	COMMANDITE À QUESTION RETRAITE ANNÉE 2016	20 000,00 \$	G
TRIPWIRE INC.	RENOUVELLEMENT CONTRAT ENTRETIEN TRIPWIRE DU 1ER NOVEMBRE 2016 AU 31 OCTOBRE 2017	1 823,44 \$	G
ORACLE CANADA ULC	ENTRETIEN SERVEUR SUN	3 784,20 \$	G
ALTOVA, INC.	RENOUVELLEMENT ANNUEL ENTRETIEN XML SPY	4 211,06 \$	G
VYAPIN SOFTWARE SYSTEMS	RENOUVELLEMENT CONTRAT ENTRETIEN DES LICENCES DOCKIT	1 394,64 \$	AOI
PITNEY BOWES	MATÉRIEL POUR TIMBREUSE SITUÉE AU 475 JACQUES PARIZEAU # COMPTE EMPLACEMENT 0013287678 (PITNEY BOWES	3 000,00 \$	G
SERVICES CONSEILS RDI INC.	SERVICES D'ABONNEMENT ET D'HÉBERGEMENT AU LOGICIEL PLAN DE RELÈVE PDRWEB 2016-2017	4 600,00 \$	G

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
EXTAL INSTALLATION ET RÉAMÉNAGEMENT DE MOBILIER DE BUREAU	DÉPLACEMENT DE LA TOUR DE STOCKAGE A PLACE DE LA CITE LE 22 OCTOBRE 2016	3 600,00 \$	G
ORICOM INTERNET INC. (5714)	CONVENTION DE SERVICES AVEC ORICOM	2 500,00 \$	G
IMDS CANADA	SUPPORT POUR ADDOC'MM	15 807,00 \$	G
SOLUTIONS VICTRIX	MAINTENANCE ANNUELLE POUR JETONS ETOKEN	3 879,33 \$	G
MONETTE EXPRESS 141273 CANADA INC.	RÉCUPÉRATION DE MATÉRIEL ET MOBILIER RESTANT AU RC.440 COMPLEXE G VERS DIVERS ENTREPÔTS	1 641,75 \$	G-CSPQ
SOCIÉTÉ DE CONTRÔLE JOHNSON, S.E.C. (3360137130)	INSTALLATION DE TÔLE À LA SORTIE DES UNITÉS DE CLIMATISATION DE UR1. 2 ET 3	1 205,00 \$	G
NECANDO SOLUTIONS INC.	RENOUVELLEMENT DU CONTRAT D'ENTRETIEN DB2 CONNECT ENTERPRISE DE IBM	5 510,00 \$	AOI
ICO TECHNOLOGIES INC.	RENOUVELLEMENT ENTRETIEN SOLUTION HORODATEUR TARGET (LICENCES, TERMINAUX) (AN 5) 2016-2017	22 352,00 \$	G
ÉQUIPEMENTS POSTAUX CANADIENS INC.	CONTRAT D'ENTRETIEN D'UNE INSÉREUSE PHILLIPSBURG MODÈLE A340-C8 DU 1 ^{er} NOVEMBRE 2016 AU 30 JUIN 2017	2 733,36 \$	AOI
OPTRICS INC.	CONTRAT DE SERVICE LECENCES NETFLOW	4 049,77 \$	G
DALCON INC.	ACHAT D'UN FORFAIT POUR LA RÉALISATION D'UN TEST DE GÉNÉRATRICE MOBILE ET TRAVAUX ÉLECTRIQUE	7 831,42 \$	G
RÉSEAU INTERNET QUÉBEC (RIQ)	HÉBERGEMENT DE L'OUTIL DE SONDAGE EN LIGNE LIMESURVEY DU 1 ^{ER} DÉCEMBRE 2016 AU 30 NOVEMBRE 2017	2 197,55 \$	G
ÉDIFICE 500 GRANDE ALLÉE EST INC.	TEST DE LA GÉNÉRATRICE AVEC CHARGE ET REMPLISSAGE DE L'HUILE	1 849,80 \$	G

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
VEOLIA ES CANADA SERVICES INDUSTRIELS INC.	TRANSPORT ET DISPOSITION DE RÉSIDUS D'IMPRIMERIE	1 398,66 \$	G
BERATUNG TECHNOLOGIE BUSINESS SERVICE (BTB)	RENOUVELLEMENT DE L'ENTRETIEN DES 80 LICENCES AFP BROWSER	2 056,09 \$	G
ECO ENTREPRISES QUÉBEC	COTISATION ANNUELLE POLLUEUR PAYEUR POUR 2016	24 499,06 \$	G
LOGIC-CONTROLE INC.	INSTALLATION DE CONTRÔLEURS À L'ACCUEIL PDC AU 2E ÉTAGE	3 175,00 \$	AOI
PITNEY BOWES	MAINTENANCE POUR INSÉREUR OUVRE LETTRE ET EMPILEUR ÉLECTRIQUE (COLLINE PARLEMENTAIRE)	4 428,00 \$	G
GCI INC.	CONTRAT DE SOUTIEN TECHNIQUE ET D'UTILISATION DU LOGICIEL GESTION VIRTUELLE 2017-01-01 À 2017-12-31	5 598,00 \$	G
VIDEOTRON LTÉE	ABONNEMENT VIDEOTRON POUR 12 MOIS 2017-01-01 AU 2017-12-31 150 RENÉ LÉVESQUE	1 400,00 \$	G
VIDEOTRON LTÉE	ABONNEMENT VIDÉOTRON POUR 12 MOIS 2017-01-01 AU 2017-12-31 1035 DE LA CHEVROTIÈRE	1 200,00 \$	G
ÉDIFICE 500 GRANDE ALLÉE EST INC.	PROCÉDER AU VIDAGE ET À LA DISPOSITION DU CONTENU DES BACS INTÈGRES AUX ILOTS DE RÉCUPÉRATION	3 392,60 \$	G
JLR INC. SOLUTIONS FONCIÈRES	RENOUVELLEMENT CONTRAT ENTRETIEN LAZYCHAMP POUR 2017	1 250,00 \$	G
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTÉE	RENOUVELLEMENT ENTRETIEN DES LICENCES MINDMANAGER DU 8 OCTOBRE 2016 AU 7 OCTOBRE 2017	21 500,00 \$	AOI
BELL CANADA	INSCRIPTIONS ET MODIFICATIONS AUX ANNUAIRES DE BELL POUR LE 1ER JUILLET 2016 AU 30 JUIN 2017	24 000,00 \$	G
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTÉE	SUPPORT MCAFEE ENPOINT	5 745,33 \$	AOI

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
EGR INC.	ASSURANCE CONTRE LES DÉLITS (FRAUDES) POUR LA PÉRIODE DU 19 NOVEMBRE 2016 AU 19 NOVEMBRE 2017	10 861,85 \$	G
GESTION 1055 RENE-LEVESQUE, EST INC.	SERVICE DE SÉCURITÉ LORS DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION AU 13E ÉTAGE DE L'ÉDIFICE DE LA TOURELLE À MTL	1 367,88 \$	G
VIDEOTRON LTÉE	ABONNEMENT VIDÉOTRON POUR 12 MOIS 475 JACQUES PARIZEAU	1 200,00 \$	G
TRADUCTIONS DEMERS	SERVICES PROFESSIONNELS DE TRADUCTION DE DOCUMENTS EN ANGLAIS VERS LE FRANÇAIS	20 000,00 \$	G
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.	ENGAGEMENT BUDGÉTAIRE EN SERVICES PROFESSIONNELS POUR OPTIMISATION EN TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	20 000,00 \$	G
2 TEMPS 3 MOUVEMENTS MULTIMEDIA INC.	SERVICES DE PHOTOGRAPHIE	3 015,00 \$	G
ROBIC SENCRL	SERVICE JURIDIQUE	17 100,00 \$	G
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTÉE	RENOUVELLEMENT DU PROGRAMME ANTIDOTE (PMA) DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2107	5 628,90 \$	AOI
NURUN INC.	SERVICES PROFESSIONNELS SPÉCIALISÉS POUR LA MIGRATION, LA MAINTENANCE ET LE SUPPORT	18 000,00 \$	G
SOFTCHOICE CORPORATION (SOFTCHOICE LP)	SUPPORT POUR LICENCES ERWIN MODELING VERSION 8 DU 7 AVRIL 2016 AU 6 AVRIL 2017	6 849,70 \$	G
BCS INVESTIGATION	RÉALISER DES TRAVAUX D'ENQUÊTES (DOSSIERS DE CLIENTS DES PROGRAMMES RRQ ET CIRSE)	15 000,00 \$	G
EQUIFAX CANADA INC.	SERVICE PROFESSIONNEL EQUIFAX RENSEIGNEMENT FINANCIER DE PERSONNE	3 392,80 \$	G
BELL CANADA	RENOUVELLEMENT BIGIP VIRTUAL	1 740,00 \$	AOI

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC.	SERV. SPEC. DANS L'IMPLANTATION ET L'OPTIMISATION D'UN OUTIL DE SAUVEGARDE DE COPIES DE SÉCURITÉ	4 930,00 \$	G
HENRI A. LAFORTUNE INC. (LAFORTUNE LÉGAL)	ÉTUDE DE DOSSIER	1 851,71 \$	G
EZ-CHANGE	ACCOMPAGNEMENT POUR LE DÉPLOIEMENT DE L'APPROCHE "FORCES-TALENTS"	12 500,00 \$	G
RÉJEAN BOSSÉ	TÉMOIN EXPERT DANS LE CAS D'UN DOSSIER INFORMATIQUE	5 000,00 \$	G
GOSSELIN CLEMENT	TÉMOIGNAGE DANS UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE	9 900,00 \$	G
LES CONSULTANTS LUPIEN ROULEAU INC.	RÉALISER DES TRAVAUX D'ENQUÊTES (VOLET A - EST DU QUÉBEC). 3E RANG	20 000,00 \$	AOI
GARDIUM SECURITE INC.	RÉALISER DES TRAVAUX D'ENQUÊTES (RRQ ET SAE)	10 000,00 \$	AOI
BDO CANADA S.R.L./S.E.N.C.R.L (6366)	ÉVALUATION EXTERNE DE LA QUALITÉ DES ACTIVITÉS DE LA DIRECTION DE L'AUDIT EXTERNE	14 000,00 \$	AOI
TASSÉ LOÏC	CONFÉRENCE SUR LES RISQUES SOCIAUX ET GÉOPOLITIQUES SUSCEPTIBLE D'AFPECTER L'ÉCONOMIE	2 200,00 \$	G
BERNARD JEAN-THOMAS	CONFÉRENCE SUR LES ENJEUX DU PÉTROLE ET AUTRES PRODUITS ÉNERGÉTIQUES	2 000,00 \$	G
UNIVERSITE LAVAL	FORMATION: GOUVERNANCE DE SOCIÉTÉS D'ÉTAT RÔLES ET RESPONSABILITÉS DU CA ET DES ADMINISTRATEURS	3 750,00 \$	G
MTE MELIOR SERVICES CONSEIL	COACHING DANS LE CADRE DE LA FORMATION CEINTURE NOIRE LEAN SIX SIGMA	4 000,00 \$	G
COUTURE ET ASSOCIES ERGONOMIE INC.	SERVICES SPÉCIALISÉS EN ERGONOMIE	7 300,00 \$	AOI

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	

AOI : Appel d'offres sur invitation

E : Entente

G : Gré à gré

G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

TITRE 103 : ERREURS ADMINISTRATIVES

En ce qui concerne la détection des erreurs administratives à Retraite Québec, l'organisme reconnaît la date du 3 novembre 2015, date de dépôt du projet de loi 73, comme étant valide pour appliquer le règlement relativement à la détection des erreurs « identifiées ou recues ». R-10, r.2 – (Règlement d'application de la Loi sur le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics) :

- a. Indiquer le nombre de cas identifiés par Retraite Québec depuis le 3 novembre 2015 où l'erreur administrative est ultérieure au 3 novembre 2015, et le montant demandé relativement à ces erreurs;
- b. Indiquer le nombre de dossiers traités, en attentes, en appel, etc.
- c. Indiquer le nombre de cas identifiés par Retraite Québec depuis le 3 novembre 2015 où l'erreur administrative est antérieure au 3 novembre et le montant demandé relativement à ces erreurs;
- d. Indiquer le nombre de dossiers traités, en attentes, en appel, etc.
- e. Indiquer le nombre de cas recus par Retraite Québec depuis le 3 novembre 2015 où l'erreur administrative est ultérieure au 3 novembre, et le montant demandé relativement à ces erreurs;
- f. Indiquer le nombre de dossiers traités, en attentes, en appel, etc.
- g. Indiquer le nombre de cas recus par Retraite Québec depuis le 3 novembre 2015 où l'erreur administrative est antérieure au 3 novembre et le montant demandé relativement à ces erreurs;
- h. Indiquer le nombre de dossiers traités, en attentes, en appel, etc.

La loi a été sanctionnée le 20 novembre 2015 avec un effet rétroactif au 3 novembre 2015.

Des erreurs administratives¹, des modifications de données par l'employeur ou des modifications de la date de la retraite par le client peuvent être à l'origine des montants versés ou bénéfices accordés en trop au client. Dans certains cas, pour le même dossier, plus d'une raison peuvent être à l'origine de la remise de dette.

Retraite Québec assure un suivi rigoureux des dossiers de remises de dette, mais ne répertorie pas ses données en fonction des raisons qui ont mené à la remise de dette. Il est donc impossible d'identifier le volume des remises de dette attribuables à une erreur administrative.

En date du 31 mars 2017, il n'existe aucun dossier de remise de dette en attente ou en inventaire.

Le tableau ci-dessous présente le volume des remises de dette effectuées par Retraite Québec avant et après le 3 novembre 2015. Ces remises de dette ne sont pas attribuables uniquement à des erreurs administratives, on note entre autres les cas de revenus insuffisants (disposition pour les personnes à faible revenu) et les cas de délais de prescription dépassés.

Volumétrie des dossiers traités

Année	Nombre de dossiers révisés	Nombre de dossiers pour lesquels il y a eu remise de dette	Montant total des remises de dette
2017 (1 ^{er} janvier au 31 mars 2017)	5 300	115	84 094,93 \$
2016	22 857	675	680 774,69 \$
3 novembre 2015 au 31 décembre 2015	3 830	133 ²	187 247 \$ ³
1 ^{er} janvier 2015 au 2 novembre 2015	21 292		

¹ Une erreur administrative correspond à toute faute, toute omission ou tout manquement de la part de l'administration. L'erreur peut être commise par le personnel de l'administration ou provenir des systèmes informatiques.

^{2, 3} Pour l'année 2015, la répartition du nombre de dossiers et du montant des remises de dette avant et après le 3 novembre n'est pas disponible.